

LA  
DENSITÉ DE POPULATION  
DU DÉPARTEMENT DU NORD

au XIX<sup>e</sup> siècle.

ÉTUDE DE DIX RECENSEMENTS DE POPULATION

---

Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lille

PAR

RAOUL BLANCHARD

---

LILLE,  
IMPRIMERIE L. DANIEL

1906.

Tous droits réservés



LA  
DENSITÉ DE POPULATION

DU DÉPARTEMENT DU NORD

au XIX<sup>e</sup> siècle.

ÉTUDE DE DIX RECENSEMENTS DE POPULATION

---

Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lille

PAR

RAOUL BLANCHARD

---

LILLE,  
IMPRIMERIE L. DANIEL

1906.

Tous droits réservés



A LA  
SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE  
DE LILLE

*Hommage reconnaissant.*



# LA DENSITÉ DE POPULATION

DU DÉPARTEMENT DU NORD

au XIX<sup>e</sup> siècle.

---

Un département n'est pas une unité géographique, celui du Nord moins que tout autre. De forme étrange, étendu en longueur, étranglé vers le milieu, élargi au Sud, c'est un manteau d'Arlequin, une bigarrure de morceaux découpés dans des régions naturelles distinctes. Le long de la mer, la plaine maritime de Flandre étale ses terres basses, nues et humides. Derrière, le pays aux arbres, le Houtland flamand, étend jusqu'à la Deûle et la Marcq ses verdoyantes ondulations d'argile, sur lesquelles s'alignent parfois des collines sableuses; la population s'y disperse en fermes et maisonnettes, éparses dans la campagne coupée de lignes d'arbres et de haies. Un paysage tout différent apparaît au-delà de Lille; la craie qui arrive à la surface fait disparaître l'humidité et la verdure; mais bientôt les sables et les argiles forment de nouveau le sol, et ressuscitent autour d'Orchies, Marchiennes et St-Amand un coin de nature flamande; c'est la Pévèle, limitée au Sud par une ceinture de bois qui s'étend de Condé à Carvin. On retrouve la craie au-delà de Douai et de Valenciennes, et avec elle le contraste entre les larges vallées tourbeuses le long desquelles se pressent les habitations, et les croupes monotones du plateau, sur lesquelles s'étendent les champs de limon, dépourvus d'arbres et de maisons entre les gros villages bien groupés. Mais cette Picardie du Nord s'arrête avant la Sambre; la verdure, les pâtures reparaissent sur le sol froid d'aguaise, tandis que les roches primaires, grès, marbres et ardoises, se montrent déjà au flanc des vallées: c'est la Thiérache, avant-garde de l'Ardenne, dont les bois, les fagnes et les

sarts occupent au-delà d'Avesnes les cantons de Trélon et de Solre-le-Château. Aucune de ces variétés régionales n'est particulière au département ; chacune se prolonge au-delà de ses limites : l'Ardenne en Belgique, la Thiérache dans l'Aisne, les plateaux du Cambrésis vers la Picardie et le Hainaut, la Pévèle jusqu'à Tournai, la plaine flamande d'un côté vers Calais, de l'autre vers Bruges, Gand et Anvers. Rien ne semble moins désigné que cet assemblage de fragments à former le cadre d'une étude géographique.

Cependant cette étude d'une unité artificielle présente des avantages. D'abord les limites territoriales sont précises, tandis que celles des régions naturelles s'enchevêtrent souvent les unes dans les autres. L'examen de chacun des fragments qui composent cette unité administrative peut déjà fournir des indications qui valent pour toute la région naturelle dont ils font partie. Enfin la comparaison dans un même travail des phénomènes divers que présente chaque variété est intéressante ; il est utile de voir à la fois de quelle façon la dépopulation des campagnes a sévi en Flandre et dans le Cambrésis. D'autre part, pour si divers qu'il se présente, le département du Nord possède ce caractère, commun à toutes les parties, d'être fortement peuplé ; il n'est pas un de ses cantons où la densité kilométrique ne soit largement supérieure à la moyenne de la France. Examiner les causes de cette forte densité de population en 1804 et 1901 ; étudier et expliquer les changements qui se sont produits au cours du siècle ; enfin dégager les tendances actuelles à l'augmentation ou à la diminution, tel est le but de cette étude, qu'il serait peut-être utile de voir étendre aux autres divisions du territoire français.



## CHAPITRE I.

### LA SITUATION D'ENSEMBLE AU DÉBUT ET A LA FIN DU SIÈCLE

La densité de population en 1804. La densité de population en 1901. Caractères de l'augmentation générale.

#### La densité de population en 1804.

Le recensement opéré dans tous les départements français en l'an IX (1801), n'ayant pas paru satisfaisant au préfet du Nord, par suite de « la mauvaise volonté ou de la négligence de quelques maires », et de « la rentrée de beaucoup d'habitants que la bonté du gouvernement avait rappelés depuis dans leurs foyers », ce fonctionnaire en fit faire un « nouveau et soigné » en 1804 <sup>1</sup>, dont les résultats présentèrent en effet un excédent de 36.606 personnes sur les chiffres de 1801. C'est ce dénombrement, dont son auteur nous garantit l'exactitude, qui se trouve donc le mieux qualifié pour être le point de départ d'une étude sur la densité de population du département au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le préfet Dieudonné, son tableau terminé, constatait avec quelque fierté l'importance de la circonscription qui lui était confiée. Le département du Nord, en 1804, était avec ses 831.478 habitants <sup>2</sup> le plus peuplé de France. La densité moyenne de sa population, 2832 habitants par lieue carrée (145 au kmq.), et celle de chacun de ses arrondissements, étaient bien supérieures à la densité de l'ensemble

<sup>1</sup> Dieudonné, Statistique du département du Nord (Douai, Marlier, 1804, 3 vol. in-8), III, p. 253. D'après lui, les chiffres de 1801 étaient généralement exagérés (ibid., p. 472).

<sup>2</sup> Pour la comparaison avec les recensements postérieurs, il convient de déduire de ce total le chiffre de 2131 habitants, représentant la population des 5 communes de Barbençon, Boussus-les-Walcourt, Erpion, Renlies et Vergnies, qui faisaient partie en 1804 du département du Nord (arrondissement d'Avesnes), et ont été annexées après 1815 à la province belge du Hainaut. Le chiffre moyen de 145 habitants par kmq. en 1804 a été obtenu en défalquant ces 2131 habitants du total.

du territoire français : 1086 par lieue carrée (55 environ au kmq.). « Je le répète, écrivait le préfet, quelle est l'autre contrée de l'Europe qui offre le même résultat que l'arrondissement de Lille ? » (272 au kmq.).

La satisfaction de Diendonné apparaît comme plus légitime encore, lorsqu'on considère le détail de cette densité de population. Le chiffre élevé de 145 habitants au kmq. n'est pas dû à la présence d'une grande ville, comme dans les départements de la Seine ou du Rhône, ni même à l'existence d'une région industrielle surpeuplée. L'examen de la carte de la densité des communes à cette date (fig. 1) donne une impression d'égalité ; la population paraît dispersée à travers tout le territoire dans des proportions sensiblement équivalentes. Et en effet, sur 660 communes environ, 285, près de la moitié, ont de 100 à 200 habitants au kmq. Les extrêmes sont rares : 70 communes seulement n'atteignent pas la densité de 50 ; 89 dépassent celle de 200 ; 18 celle de 400, 8 celle de 1 000 habitants au kmq. Quatre arrondissements sur six<sup>4</sup> ont une population voisine de la moyenne ; 117 à Dunkerque, 131 à Cambrai, 146 à Hazebrouck, 163 à Douai.

Cependant la densité des deux autres arrondissements s'écarte sensiblement de la moyenne. L'arrondissement de Lille est deux fois plus peuplé que l'ensemble (272) ; il contient à lui seul 43 (sur 89) des communes dont la densité dépasse 200 habitants au kmq. En revanche l'arrondissement d'Avesnes (74 au kmq.) est deux fois moins peuplé que le département pris en bloc ; et l'on y trouve 50 des 70 communes dont la population n'atteint pas 50 habitants par unité kilométrique. Quelques autres détails méritent de retenir l'attention. Indépendamment du vide que laissent sur la carte les forêts, bois de Nieppe, taillis de la Pévèle, forêts de Raismes et de Mormal, on constate la présence, le long de la côte, d'une bande de territoire faiblement peuplé. Sauf les villes, Dunkerque, Bergues, Bourbourg, Gravelines, et la commune suburbaine de Coudekerque-Branche, nulle part la plaine maritime ne possède 100 habitants au kmq., et 14 communes en ont moins de 50 ; Armouts-Cappel en a 28, St-Georges 25, les Moères 15 au kmq. ; cependant que le Houtland de Cassel, dont le sol est pourtant moins fertile, possède une densité de 102 habitants dans le canton de Wormhoudt, de 119 dans le canton de Steenvoorde, de 121 dans celui de Cassel. C'est que le système d'écoulement des eaux dans la Plaine, dont le bon fonctionnement est indispensable à l'exploitation du pays, n'était

---

<sup>4</sup> Les arrondissements de Douai et de Valenciennes ont formé jusqu'après 1822 une même circonscription dont le chef-lieu était Douai.



FIG. 1. — Densité de population en 1804, par communes.

Communes possédant :

- |   |                        |   |               |
|---|------------------------|---|---------------|
| o | moins de 50 h. au kmq. | ◆ | de 200 à 400  |
| ○ | de 50 à 100            | ■ | de 400 à 750  |
| ⊙ | de 100 à 200           | ◆ | de 750 à 1000 |
| ● |                        | ● | plus de 1000  |

pas encore parfaitement assuré ; on y trouvait des eaux stagnantes, foyers de fièvres paludéennes, et les marécages des Moères n'étaient pas complètement disparus <sup>1</sup>. Plus loin au Sud, c'est entre Douai, Valenciennes et la frontière belge que l'on rencontre une autre zone où la population est moins dense que dans le reste du département. C'est l'endroit où la craie commence à reparaître sous les sables qui la recouvrent depuis Phalempin et Cysoing ; le terroir n'était pas riche, et la densité de population des communes se ressentait de cette infériorité agricole ; de la Scarpe à l'Escaut par Cantin, Monchecourt, Denain et Trith-St-Léger, à l'endroit où devaient s'élever plus tard les grosses agglomérations du bassin houiller, les communes possédant par kmq. plus de 100 habitants étaient rares, le canton actuel de Denain ne comptait en 1804 qu'une densité de 90 habitants ; entre Valenciennes et la frontière, trois communes sur douze en avaient une supérieure au chiffre de 100. Enfin dans l'arrondissement d'Avesnes, c'est entre Maubeuge, Avesnes et Solre-le-Château que sont concentrées presque toutes les communes faiblement peuplées ; la vallée de la Solre est l'axe de la région à densité inférieure au chiffre de 50 par kmq. Là encore, la pauvreté du sol était la cause de cette pénurie d'habitants.

S'il existe ainsi trois zones où la population est moins forte que dans l'ensemble du département, il n'y en a guère qu'une où la densité soit largement supérieure à la moyenne : c'est la partie de l'arrondissement de Lille comprise entre son chef-lieu et la frontière. La coexistence en cet endroit d'une agriculture florissante et d'une vivace industrie rurale y avait amené de bonne heure une nombreuse population ; treize communes comptaient un total de plus de deux mille habitants ; trois dépassaient 8000, et parmi elles les deux gros bourgs de Roubaix et de Tourcoing. Mais ailleurs, la moyenne de 150 habitants au kmq. était rarement dépassée. L'exploitation du charbon à Anzin, commencée au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, accumulait une population supérieure à 200 habitants par unité kilométrique dans cinq ou six communes de la vallée de l'Escaut, entre Valenciennes et Condé. Les riches terres limoneuses du Cambrésis nourrissaient, entre l'Escaut et la Selle, de nombreux habitants auxquels l'industrie à domicile fournissait un supplément de ressources. Enfin la lisière de la forêt de Mormal comprenait une ligne de communes fortement peuplées, parmi lesquelles plusieurs possédaient une densité supérieure à 200 ; la présence de la forêt procurait évidemment à leurs habitants un supplément de ressources.

---

<sup>1</sup> Sur l'assèchement de la plaine maritime, cf. Blanchard (R.), *La Flandre* (Dunkerque, Société Dunkerquoise, 1906, in-8°, 530 p.), chapitre XI, l'Eau dans la Plaine.

Si ces détails méritent d'être signalés, il n'en reste pas moins, comme impression dominante, que le département en 1804 était également, et fortement peuplé. Ce caractère, commun à la même époque à la plupart des provinces de la Basse et de la Moyenne-Belgique, n'était pas nouveau; le pays était, dès le moyen-âge, surchargé d'habitants. Pour la Flandre en particulier, les renseignements que donnent, en 1328, la liste des rebelles de Cassel, et en 1469 le recensement par feux opéré dans toutes les châtelainies, sont extrêmement favorables; la population y apparaît comme beaucoup plus dense que ne l'était, à la même époque, celle de fertiles territoires de l'Allemagne rhénane<sup>1</sup>. La situation commerciale de ces régions, qui sont le grand carrefour de l'Europe occidentale, est probablement la cause de cette surpopulation précoce; mais elle fut entretenue depuis le moyen-âge par le développement parallèle de l'agriculture et de l'industrie unies. Ni le travail des champs ni la pratique du filage et du tissage n'auraient pu, pris isolément, nourrir les foules établies sur les argiles de Flandre ou sur les limons du Cambrésis; mais en joignant à la culture des céréales et des plantes industrielles le travail du rouet et du métier, l'existence de cette nombreuse population devenait possible. Tisserands de toile au Nord de la Lys, fileuses et tisserands de coton, de laine et de lin autour de Lille, de toile encore autour de Douai et de Cambrai, de laine vers Le Cateau, Avesnes et Fourmies, lâchaient l'été le rouet ou la navette pour le travail des champs, et rentraient l'hiver dans la chambre humide réservée au travail des textiles. Ainsi c'était la présence de l'industrie à domicile, alliée à une agriculture perfectionnée, qui retenait depuis si longtemps à la surface des plaines du Nord une si nombreuse population<sup>2</sup>. Le XIX<sup>e</sup> siècle, en révolutionnant les procédés de fabrication, en concentrant les industries dans un petit nombre de grandes fabriques, devait donc modifier profondément les causes qui retenaient tant d'hommes épars sur toute l'étendue de la région. Aussi faut-il s'attendre à trouver la répartition de la population du Nord très différente en 1901 de ce qu'elle était en 1804.

---

<sup>1</sup> Voir Pirene (H.), *Le soulèvement de la Flandre maritime en 1323. 1328* (Bruxelles, 1900, in-8°, LXX + 243 p.); — Le Glay (E.), *Tableau de la population des châtelainies, etc.* (Bull. Com. fl. Fr., I, 1857-59, pp. 344 et 407).

<sup>2</sup> Sur les rapports de l'industrie à domicile et de la surpopulation, consulter: Demangeon (A.), *la Plaine picarde* (Paris, Colin, 1905, in-8°, 406 p.), chapitres XII (les Industries campagnardes) et XVI (la Population); — Blanchard (R.), *la Flandre*, chapitres XIV (Flandre Intérieure, l'Industrie) et XVII (le Problème de la surpopulation).

### La Densité de population en 1901.

Premier des départements français en 1804, le Nord n'est plus que le second en 1901. Mais être distancé par la Seine n'est pas une déchéance ; et si l'on excepte le département de Paris, le Nord reste encore, pour la population totale comme pour la densité, le premier, d'assez loin. Ses 1.867.024 habitants sont 326 par kmq. Le département a largement tenu au XIX<sup>e</sup> siècle les promesses de 1804.

Cependant les différentes parties du département sont loin d'avoir également participé à ce mouvement d'accroissement qui porte la densité moyenne de 145 à 326 habitants au kmq. Si tous ont gagné quelque chose au cours du siècle, les progrès ont été singulièrement inégaux. L'impression de régularité dans la répartition des habitants que communiquait la carte faite d'après le recensement de 1804 ne se retrouve plus sur celle de 1901. Des sept arrondissements, cinq se trouvent au-dessous de la moyenne générale, parmi lesquels deux se tiennent à un chiffre moitié moindre que celui de l'ensemble. Avesnes n'a que 150 habitants par kmq ; Hazebrouck, 161. Douai, qui précède Cambrai et Dunkerque, n'arrive encore qu'à 306. L'arrondissement de Valenciennes ne s'élève pas sensiblement au-dessus de la moyenne ; il est à 378. Seul, et loin au-dessus des autres, Lille culmine à 923, presque trois fois plus que le chiffre d'ensemble. Ainsi c'est surtout à la présence d'un groupe de grandes villes (près de 600.000 âmes pour Lille, Roubaix, Tourcoing et leurs faubourgs), centres d'une importante région industrielle, que le département doit sa forte densité de population.

L'aspect de la carte (fig. 2) éclaire ces statistiques. Les gros points noirs, signes des fortes densités, se sont rapprochés, groupés ; ils constituent cinq amas indiquant une population très dense. De la plaine maritime est sorti le groupe de Dunkerque ; six communes, qui se touchent, possèdent plus de 400 habitants par kmq. ; des six, cinq dépassent 750, quatre atteignent le millier. A l'autre extrémité s'allonge, de Hautmont à Jeumont, la ligne industrielle de la Sambre ; six communes y dépassent encore la densité de 400. Plus éparpillé, le groupe du Cambrésis s'étend de l'Escaut à la Selle ; Cambrai, Caudry, Avesnes-lès-Aubert, en sont les centres. De la Haute-Deûle à la Haine, la courbe du bassin houiller du Nord est jalonnée de grosses communes, parmi lesquelles trente ont une densité supérieure à 400, tandis qu'au delà vers l'Ouest, Bauvin, Annœullin et Provin dépendent déjà des houillères du Pas-de-Calais. Enfin la région de Lille est la grande tache ; déjà la carte lui donne l'aspect d'une fourmilière



FIG. 2. — Densité de population en 1901, par communes.

- Communes possédant :
- moins de 50 h. par kmq.
  - de 50 à 100
  - ⊗ de 100 à 200
  - de 200 à 400
  - de 400 à 750
  - ◆ de 750 à 1000
  - plus de 1000

humaine ; vingt communes y possèdent plus de 1.000 habitants par unité kilométrique, et celles dont la densité, supérieure à 200, est moindre de 400, y paraissent faiblement peuplées, presque insignifiantes.

Le reste du département paraît pâle à côté de ces agglomérations. L'arrondissement d'Avesnes, dans sa partie située entre la frontière et la Sambre, possède encore 26 communes dont la densité est inférieure à 50. La majeure partie des communes de la Plaine maritime n'atteint pas 100 habitants au kmq. ; le Houtland de Cassel oscille entre 80 et 150. La Pévèle et toute la région de craie, — les cantons de Clary, Carnières, Le Catcau exceptés, — se tiennent à une densité moyenne qui va de 100 à 200 par kmq. Donc la plus grande partie du territoire, tout en gardant une moyenne de population bien supérieure à celle de la France entière, ne paraît pas avoir beaucoup progressé depuis 1804 ; au contraire quelques petits groupes, d'étendue limitée, se sont démesurément accrus : ce sont ceux où se sont concentrés soit la grande industrie, soit le grand commerce. Ainsi la loi qui a amené, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, des foules d'hommes autour d'un petit nombre de vastes exploitations industrielles aux dépens des campagnes voisines, paraît dès le premier examen s'être exercée dans le département du Nord. C'est ce que va montrer plus clairement l'examen des conditions dans lesquelles s'est effectuée au cours du siècle l'augmentation générale de la population.

#### Caractères de l'augmentation générale.

829.347 habitants en 1805, 1.867.024 en 1901 : le département a doublé et au-delà au cours du siècle ; l'augmentation est de 125 %.

Cette augmentation s'est poursuivie tout au long du siècle, reflétant, par ses oscillations, l'influence des grands événements politiques ou sociaux qui ont secoué la France. De 1804 à 1822<sup>1</sup>, le département ne gagne que 4.245 habitants par an ; il est probable que ce gain est

---

<sup>1</sup> Il n'y a eu, de 1804 à 1822, qu'un seul recensement de la population, opéré en 1806. On a préféré adopter comme base celui de 1804, plus rapproché du début du siècle, et dont son auteur nous garantit l'exactitude. Il est très regrettable qu'un recensement n'ait pas eu lieu vers 1811 ; il eut permis de constater les pertes que pouvait causer le régime impérial. On a pris, après 1822, les chiffres des dénombremens décennaux ; une période de 10 ans est en effet assez longue pour que des excédents ou des déficits d'importance passagère puissent se fondre dans l'ensemble.



réalisé tout entier après 1815. Le progrès est considérable après 1822 ; le département augmente de 84.000 personnes dans les 9 années qui s'étendent jusqu'en fin 1831, soit 8.416 par année moyenne. De 1832 à 1842, le gain moyen est à peu près équivalent : 9.537 par an ; c'est déjà l'époque où la mécanique fait au travail à la main, dans le Nord du département, une redoutable concurrence. Une crise se déclare en 1848, bouleversement politique suivi d'une crise économique ; l'augmentation annuelle n'est plus que de 8.109 entre 1842 et 1851. Au contraire la

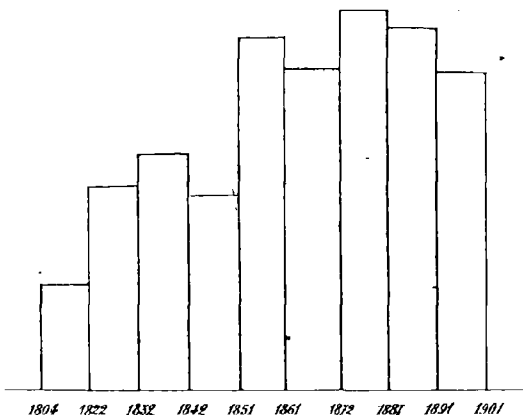


Fig. 3. — Moyennes annuelles des augmentations décennales de population dans le Nord au XIX<sup>e</sup> siècle.

prospérité matérielle du Second Empire se traduit par un gain moyen de 14.510 personnes entre 1851 et 1861, tandis que la guerre de 1870 amène un léger recul ; l'augmentation annuelle est de 13.126 entre 1861 et 1872. Puis le renouveau économique qui suit la guerre fait croître de 155.000 habitants la population du département entre 1872 et 1881, 15.550 par an ; le gain se maintient à 14.839 jusqu'à l'année 1891, et s'abaisse à 13.021 par an de 1891 à 1901.

POPULATION ET DENSITÉ.

ANNÉES.	POPULATION.	AUGMENTATION moyenne par an.	DENSITÉ au Kmq.
1804.....	829.347 h.	»	145
1822.....	905.764	4.245	158
1832.....	989.928	8.416	173
1842.....	1.085.298	9.537	190
1851.....	1.158.285	8.109	202
1861.....	1.303.380	14.510	228
1872.....	1.447.764	13.126	253
1881.....	1.603.259	15.550	280
1891.....	1.736.810	14.839	303
1901.....	1.867.024	13.021	326
		moyenne 10.698	

Reste à savoir de quelle façon les différentes divisions du département ont participé à cette augmentation, et comment elles se sont comportées à l'égard des crises politiques et économiques. C'est ici que les grosses différences apparaissent. Sans doute, tous les arrondissements ont augmenté au cours du siècle. Mais cette augmentation, insignifiante dans l'arrondissement d'Hazebrouck (11 %), inférieure dans la plupart des autres à la croissance générale du département, est démesurée dans l'un d'entre eux, celui de Lille (239 %). Avesnes augmente de 104 %, Douai-Valenciennes, de 113 ; mais Dunkerque ne gagne que 72, et Cambrai 68. De même l'arrondissement de Lille est seul à avoir connu une croissance régulière, vigoureuse et continue, traversant les crises économiques ou politiques sans paraître en souffrir.

## DENSITÉ PAR ARRONDISSEMENTS.

ANNÉES.	AVESNES.	CAMBRAI.	DOUAI.	DUNKERQUE	HAZEBR.	LILLE.	VALENC.
1804	74	131	163	117	146	272	»
1822	82	149	183	123	<i>115</i>	298	»
1832	91	170	195	130	149	335	195
1842	99	186	210	139	152	373	226
1851	103	194	212	143	<i>150</i>	422	248
1861	112	211	235	149	150	521	270
1872	123	217	244	160	158	632	285
1881	142	<i>217</i>	269	174	161	724	322
1891	148	220	279	188	162	834	338
1901	150	<i>220</i>	306	202	<i>161</i>	923	378

Les chiffres en italiques indiquent une diminution sur le nombre précédent.

De 1832 à 1842, sa densité augmente de 11 % ; de 1842 à 1851, pendant la crise, elle gagne 13 %. Pendant la même période, Valenciennes s'élevait de 9,8 %, Avesnes et Cambrai de 4, Dunkerque de 3, Douai de 1 ; Hazebrouck perdait 1 % de ses habitants. Entre 1861 et 1872, tandis

qu'Avesnes gagnait 10 %, Dunkerque 7,4, Hazebrouck 5,3, Valenciennes 5,5, Douai 4 et Cambrai 3, la guerre n'empêchait pas Lille d'augmenter de 21,3 %. Ainsi, d'un côté, croissance continue, régulière et puissante ; et dans le reste du département, augmentations irrégulières, hésitantes, parfois compliquées de reculs. Les arrondissements de Cambrai et d'Hazebrouck ont en effet présenté çà et là des déficits sur les chiffres de la décade précédente. Cambrai, de 1891 à 1901, perd 345 habitants, Hazebrouck 361. Déjà de 1872 à 1881, période de forte augmentation générale, Cambrai s'était trouvé en déficit de 303 habitants, et la crise de 1842-1851 avait fait baisser de 1.059 le chiffre de population de l'arrondissement d'Hazebrouck. En 1901, pour deux circonscriptions déjà, prises en bloc, la dépopulation commence ; ce sont celles où la grande industrie n'a jeté que de faibles racines. Quatre autres continuent une progression hésitante, mêlée de retours de vigueur ; un seul persiste à marcher à pas de géant ; c'est la région industrielle par excellence.

Aussi l'importance respective des arrondissements dans l'ensemble du département a-t-elle considérablement changé depuis un siècle. En 1804, Cambrai et Avesnes réunis n'étaient pas loin d'égaliser Lille ; l'arrondissement le moins peuplé comptait au moins pour un dixième dans le département ; la circonscription de la « capitale » n'atteignait

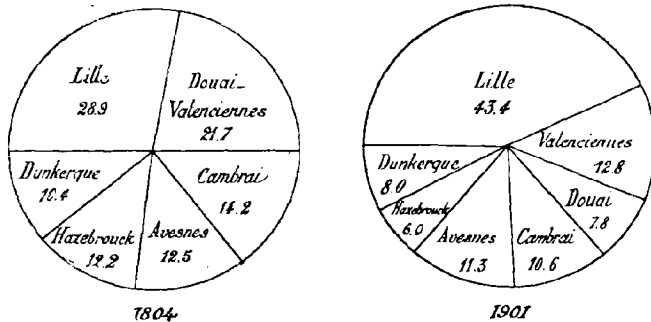


FIG. 4. — Importance relative des divers arrondissements dans la population totale du département.

pas 30 % du total ; les cinq autres formaient 71 %. Aujourd'hui l'arrondissement de Lille fait comme une tête énorme placée sur un maigre corps ; il représente 43,4 % du total, et les six arrondissements « provinciaux » 56,5 %. Ceux-ci ont eu beau augmenter de population, leur importance dans l'ensemble n'en a pas moins diminué. Douai et Valenciennes formaient en 1804 21,7 % du total, ils n'en sont plus

que le cinquième, 20,6 %. De 14,2 %, Cambrai est tombé à 10,6 ; Hazebrouck, de 12,2 à 6. Réunis, les cinq arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck, Douai, Cambrai, Avesnes, réussissent juste à égaler celui de Lille. C'est un peu la situation du département de la Seine en France. Lille et ses alentours seront bientôt la moitié du département, et on peut tenir pour certain que le jour où le Nord atteindra les 2 millions d'habitants, l'arrondissement de Lille en aura 1 million pour lui seul ; il sera au rang des plus peuplés parmi les départements français.

Ainsi l'examen des chiffres d'arrondissement permet de voir que le pays lillois est responsable en grande partie de l'augmentation que la population du département a connue au XIX<sup>e</sup> siècle ; il témoigne que l'accroissement s'est traduit principalement par la concentration dans une région favorisée par la grande industrie. Mais ce n'est pas l'arrondissement de Lille tout entier qui a été favorisé de cet excédent ; dans cet arrondissement comme ailleurs, ce sont les villes qui ont profité de l'accroissement de population, auquel participaient médiocrement les campagnes. En ne considérant comme urbaine que la population des communes qui dépassent cinq mille habitants, on constate que le département possédait en 1804 dix-sept de ces communes, constituant un groupe de 221.121 habitants (13.007 en moyenne par commune). Or en 1901, l'arrondissement de Lille comptait déjà 620.711 habitants urbains, et l'ensemble du département 56 communes de plus de 5.000 âmes, groupant 1.022.365 personnes (18.257 par commune). L'augmentation était de 362 %, soit

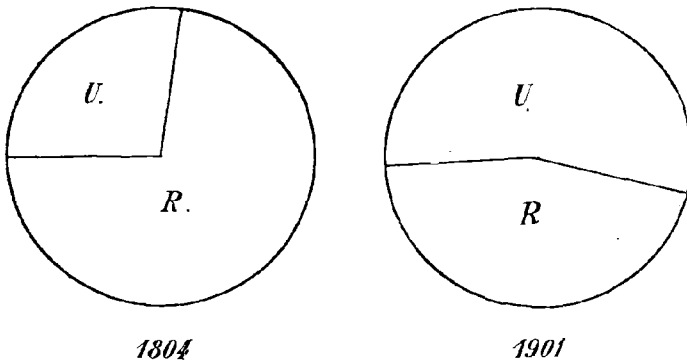


Fig. 5. -- Population rurale et population urbaine en 1804 et 1901.

trois fois supérieure à celle du département (125 %). Si l'accroissement général est de 104 % dans l'arrondissement d'Avesnes, celui des quatre

communes urbaines de Maubeuge, Hautmont, Fourmies, Avesnes, s'élève à 414 % ; dans l'arrondissement de Dunkerque, la ville et les communes suburbaines augmentent de 182 %, contre 72 pour l'ensemble. En revanche l'importance relative de la population rurale n'a fait que diminuer. En y rangeant toutes les communes qui n'atteignent pas 5.000 habitants, on voit que ce groupe n'a augmenté que de 39 % au cours du siècle ; que dans l'arrondissement d'Hazebrouck, en particulier, la population non urbaine n'a gagné que 1 % sur son chiffre de 1804. D'ailleurs, tandis qu'en 1804 les 17 communes de plus de 5.000 personnes formaient seulement 27 % de la population totale, en 1901 les 56 communes analogues renferment 55 % du total du département ; les villes ont dépassé les campagnes.

Tous ces caractères sont précisés sur la carte où sont indiqués, par commune, les taux d'augmentation réalisée au XIX<sup>e</sup> siècle. Au Nord, la banlieue de Dunkerque fait tache, avec son accroissement supérieur à 400 %. Puis vient le groupe de Lille ; 16 communes y quintuplent et au-delà leur population. De même dans le bassin houiller, où l'on constate parfois des augmentations de 2100 à 3400 %. Au Sud, les communes de la Sambre font bonne figure, d'Aulnoye à Jeumont, ainsi que le groupe de Caudry, restreint à quelques bourgades autour de la capitale du tulle. Hors de ces foyers d'augmentation intense, l'accroissement paraît modéré ; la majeure partie des communes du Cambrésis comportent cependant, comme le faisait prévoir le taux d'augmentation de l'arrondissement de Cambrai (68 %) une croissance de 50 à 100 % ; la Plaine maritime toute entière accuse des gains, parfois importants. Mais des blancs inquiétants parsèment la carte ; un vide menaçant s'étend sur la Flandre. L'on constate en effet que 138 communes, presque un cinquième du total, ont moins d'habitants en 1901 qu'en 1804. La partie purement agricole du pays d'Avesnes (vallée de la Helpe-Majeure), un coin de Pévèle entre Orchies et St-Amand, la lisière de la plaine de la Lys entre Pérenchies et la limite du Pas-de-Calais, apparaissent comme des centres de dépopulation. Enfin de la Lys à la lisière de la Plaine maritime, presque toutes les communes du Houtland de Cassel se retrouvent à la fin du siècle moins peuplées qu'au début ; 61 communes sont dans ce cas. Il y en a, dans tout le département, huit où la perte dépasse 50 % du chiffre de 1804 ; 79 % à Warneton-Bas et Wulverdinghe, 63 % à Floyon, 61 à St-Rémy-Chaussée, 59 à Willies, 56 à Larouillies, 51 à St-Aubin et Ste-Marie-Cappel ; toutes sont de petites communes rurales. De 121 habitants au kmq. en 1804, le canton de Cassel est tombé à 104 en 1901 ; la perte est de 16 %.

Ainsi la remarquable croissance du département au XIX<sup>e</sup> siècle est

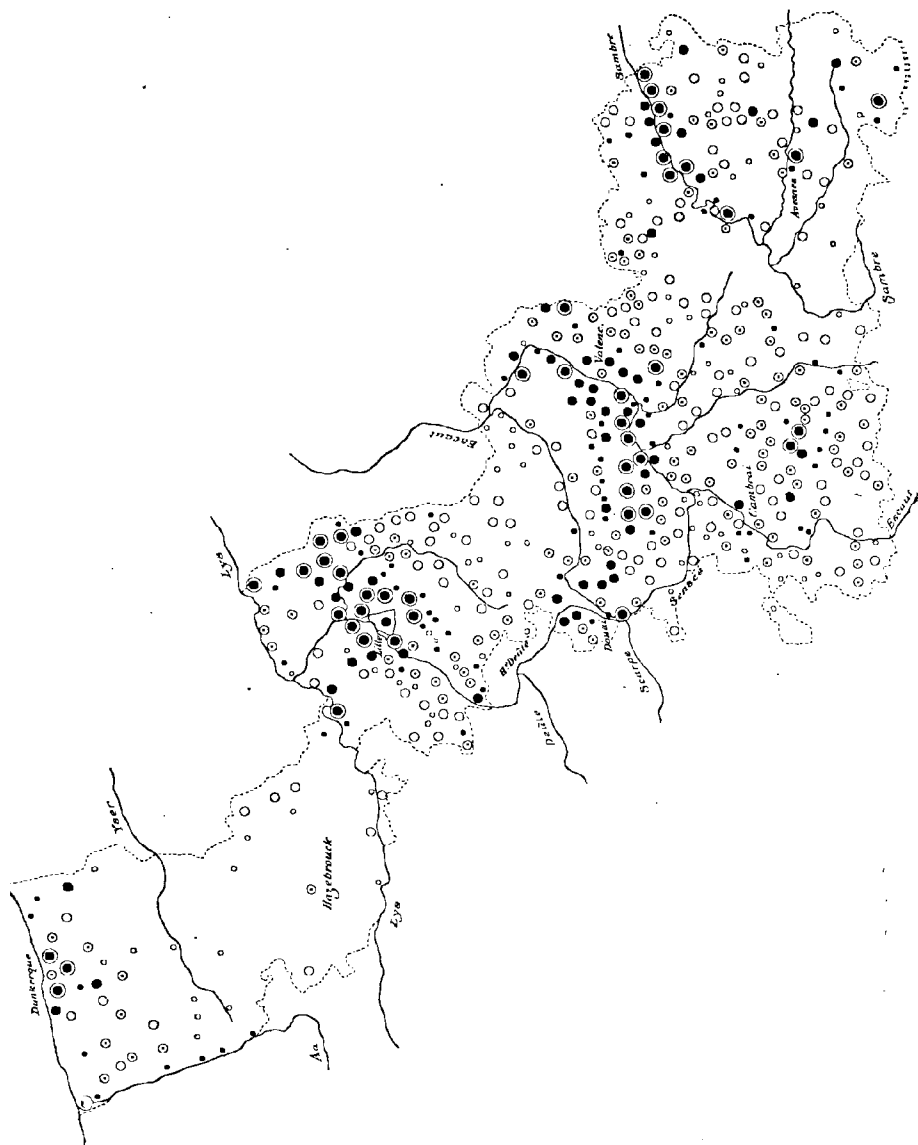


Fig. 6. — Augmentation au XIX<sup>e</sup> siècle.  
Carte des communes où le chiffre de 1901 est supérieur à celui de 1804:

- |               |                   |
|---------------|-------------------|
| ○ de 0 à 20 % | ● de 100 à 200    |
| ○ de 20 à 50  | ● de 200 à 400    |
| ○ de 50 à 100 | ● de plus de 400. |

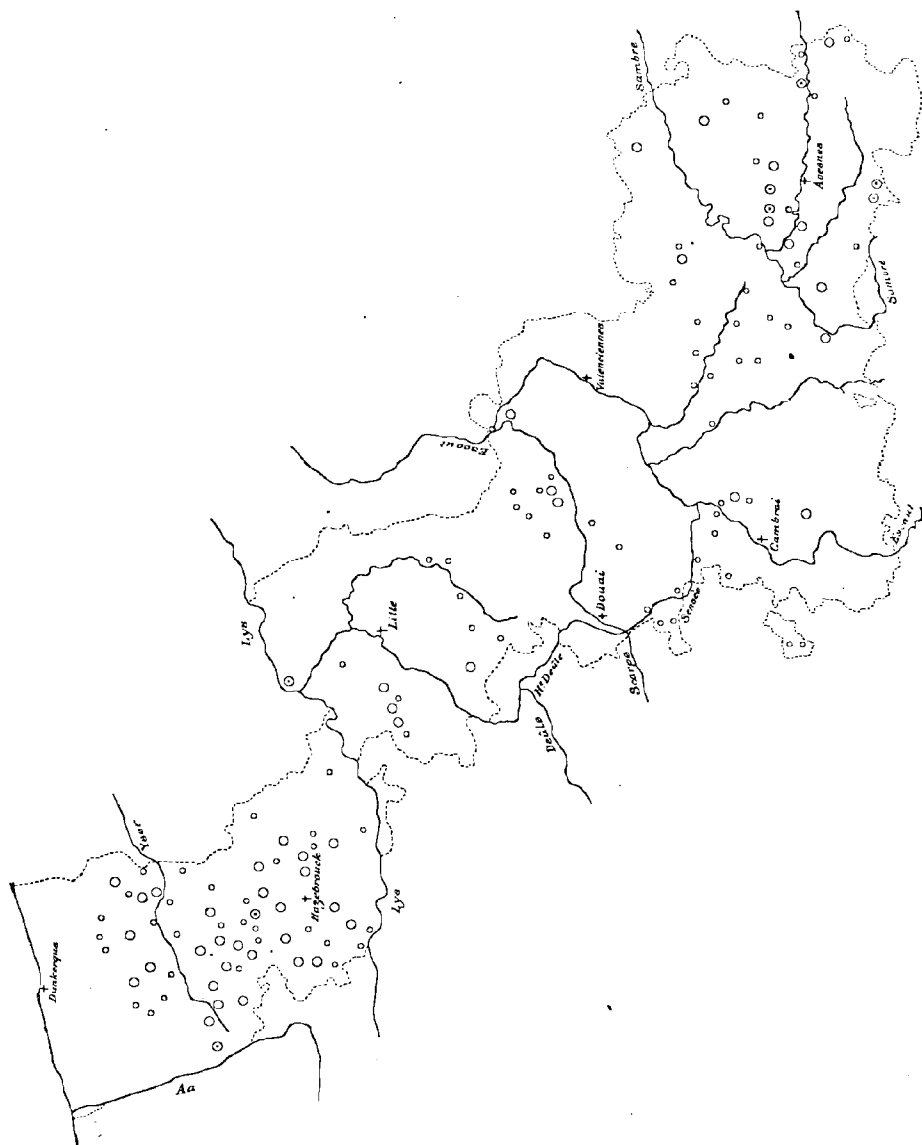


FIG. 7. — Diminution au XIX<sup>e</sup> siècle.

Carte des communes où le chiffre de 1901 est inférieur à celui de 1884 :

- de 0 à 20 %
- de 20 à 50
- ⊙ de 50 à 100

## 22 LA SITUATION D'ENSEMBLE AU DÉBUT ET A LA FIN DU SIÈCLE

un tableau qui a son revers. Certaines régions ont pris l'avance, marchent d'un pas délibéré; derrière elles s'allonge la file des trainards, et déjà un cinquième de l'effectif est hors de combat. La situation est même plus grave que ne le fait supposer cet examen des différences constatées entre 1804 et 1901. Sans doute quatre cinquièmes des communes ont gagné [des habitants au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais on ne trouve parmi elles qu'une minorité pour avoir augmenté régulièrement leur population de décade en décade; le reste, après avoir connu au cours du siècle une période d'augmentation, s'est mis à décroître à son tour et continue de déchoir aujourd'hui.



## CHAPITRE II.

### LES AUGMENTATIONS RÉGULIÈRES

---

La plaine maritime. Le pays de Lille. Le Bassin Houiller. Le Cambrésis. Le groupe de la Sambre.

Des 667 communes du département, un septième environ (98), ont progressé d'une manière *continue*, c'est-à-dire de dix en dix ans, de 1804 à 1901. Soixante-neuf autres communes ont connu, au cours de leur montée, un léger fléchissement, inférieur à 10 % du précédent chiffre décennal ; on peut donc les considérer comme ayant augmenté *régulièrement*. Au total, 167 communes ont eu, de dix ans en dix ans, un accroissement continu ou régulier ; c'est exactement le quart des communes du département.

On retrouve naturellement, dans la disposition de ces communes à travers le département, les mêmes emplacements que pour les groupes de forte augmentation totale (fig. 6). Cinq amas sont constitués, au dehors desquels ne s'étendent guère que des vides. Au Nord, le long de l'Aa et de la côte, seize communes de la Plaine maritime. Le groupe de Lille en compte environ 50, d'Armentières à Lannoy et de Gondecourt à Halluin ; le bassin houiller, 55, en y comprenant Moncheaux, Wahagnies, Annœullin, Bauvin et Provin, qui dépendent des fosses du Pas-de-Calais. Seize bordent la Sambre, entre Aulnoye et Jeumont ; le Cambrésis en compte seize autres, éparses en quatre petits groupes. Enfin, hors de ces agglomérations, on distingue quelques isolés : Hazebrouck, Bailleul et La Gorgue, villes d'industrie ; Orchies et St-Amand, industrielles et commerçantes ; sur l'Hogneau, trois communes exploitant les marbres, et au Sud de la Sambre, les quatre communes de Sars-Poteries, Beugnies, Avesnelles et Glageon.

#### La Plaine Maritime.

L'augmentation régulière constatée dans la Plaine maritime, et qui contraste si curieusement avec la diminution de population aperçue dans le reste du pays flamand, se décompose en réalité en trois



FIG. 8. — Augmentations régulières ou continues au XIX<sup>e</sup> siècle.

- Commune d'augmentation continue.
- " " " régulière.

accroissements bien distincts. D'un côté, c'est celui de Dunkerque et de ses faubourgs, dû à l'extension du commerce et de l'industrie. De l'autre, c'est la montée des communes non-urbaines de la Plaine, villages de pêcheurs d'une part, groupements agricoles de l'autre. Les trois phénomènes paraissent complètement indépendants l'un de l'autre.

Dunkerque est un port déchu au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La prospérité qu'il avait connue après 1763 et surtout à partir de 1780 avait été ébranlée à la Révolution par le retrait de la franchise accordée précédemment à son port ; les sièges, les guerres navales, avaient fait le reste. La ville et les trois communes suburbaines qui contenaient ses faubourgs n'ont alors que 27.775 habitants, 443 par kilomètre carré <sup>1</sup>.

Sous l'Empire, la situation s'aggrave ; Dunkerque n'est qu'une ville de corsaires. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la population ait diminué ; en dépit de l'augmentation (490 personnes) des faubourgs entre 1804 et 1822, la diminution de la ville (833 habitants) fait descendre à 438 la densité de l'agglomération. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, en dépit de l'amélioration des voies navigables, les progrès du port sont lents, et l'accroissement de population s'en ressent ; il n'y a encore que 34.768 habitants en 1854, et une densité de 555 au kmq. ; l'excédent n'est que de 25 % dans cette première moitié du siècle.

La création des chemins de fer est la vraie cause de la prospérité du port ;

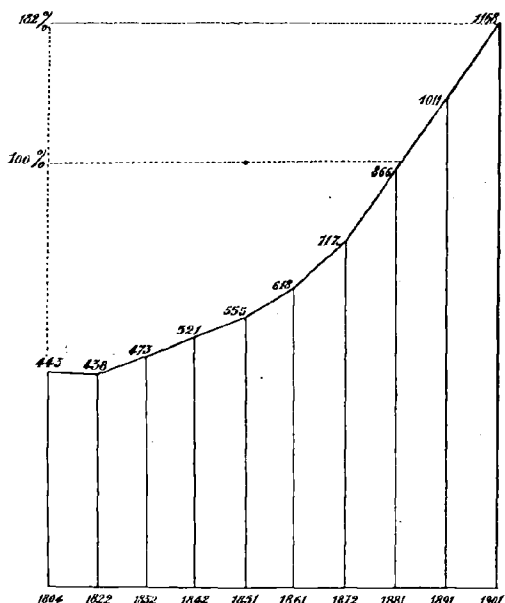


FIG. 9. — Mouvement de population dans le groupe de Dunkerque au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

<sup>1</sup> Coudekerque-Branche, Tétéghem, Petite-Synthe. Les deux premières se sont dédoublées en formant les nouvelles communes de Rosendaël et de Malo ; de Petite-Synthe est né St-Pol-sur-Mer.

dès 1861, on compte 12 % d'augmentation sur 1851, la densité s'élève à 618 ; c'est à partir de cette date que l'on commence les grandes transformations des bassins. Aussi la montée s'accuse ; l'agglomération gagne 16 % entre 1861 et 1872, 21 % de 1872 à 1881, plus de 1.000 habitants par an. De 618 en 1861, la densité s'est élevée à 866 en 1881 ; en 1901, elle atteint 1168. Dans la dernière décade, et malgré une diminution de plus de 1.000 habitants dans la ville même, l'agglomération gagne 9800 personnes ; l'augmentation dépasse encore 15 %. Ainsi l'accroissement du groupe de Dunkerque a été régulier au XIX<sup>e</sup> siècle ; mais il s'est précipité à partir de 1850, et s'élève à 111 % depuis cette date ; il est donc exclusivement dû à l'essor du grand commerce et à celui de la grande industrie que le trafic intense a amené à sa suite.

La montée des communes rurales de la Plaine n'est pas identique à celle de Dunkerque. Elle est plus égale ; elle se ressent il est vrai des événements généraux, politiques ou économiques, dont l'influence paraît faible ou nulle sur le développement de la population du grand port. Cependant il y a encore, dans la Plaine même, des distinctions à faire. Tout au bord de la côte s'allongent au pied des dunes des villages peuplés de pêcheurs, dans lesquels l'accroissement de population, dû à une florissante natalité, a été particulièrement considérable. Bien que certaines de ces communes de pêcheurs, Gravelines et Loon par exemple, contiennent beaucoup d'habitants urbains ou ruraux qui ne se livrent pas à la pêche, et chez lesquels la natalité, et par suite

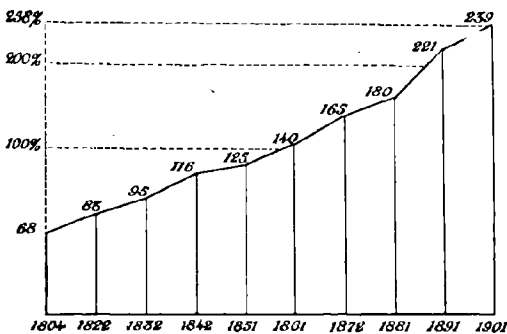


FIG. 10. — Mouvement de population dans les communes de Pêcheurs au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

l'augmentation de population, sont beaucoup moins importantes, l'accroissement a été de 252 % au cours du siècle ; de la densité moyenne de 68 habitants au kilomètre carré, les cinq communes de Gravelines (avec Fort-Philippe), Loon, Fort-Mardick, Zuydcoote et Bray-Dunes sont passées à 239 ; Fort-Mardick a augmenté d'environ 460 %. Ce n'est pas ici l'immigration vers un grand port ou des fabriques qui est cause de cette superbe croissance ; l'excédent des naissances sur les décès

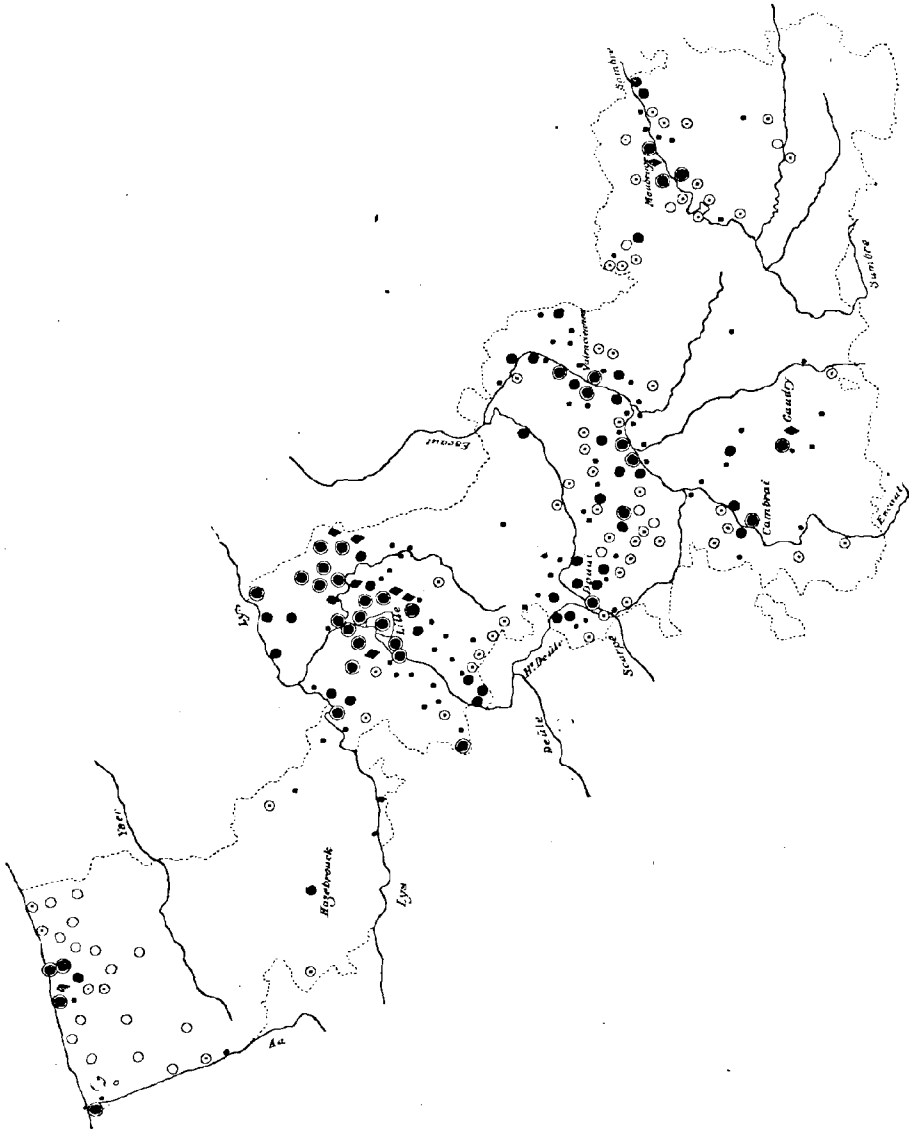


FIG. 11. — Communes ayant atteint leur maximum en 1901.

- Communes possédant :
- |   |                        |   |               |
|---|------------------------|---|---------------|
| o | moins de 50 h. au kmq. | ● | de 200 à 400  |
| ○ | de 50 à 100            | ● | de 400 à 750  |
| ⊙ | de 100 à 200           | ◆ | de 750 à 1000 |
|   |                        | ⊙ | plus de 1000  |

a suffi pour faire tripler et au-delà cette vigoureuse population des pêcheurs des dunes.

L'augmentation est moins éclatante dans les autres communes de la Plaine, celles qui se consacrent principalement à l'agriculture et ne comptent pas de gens de mer dans leur population. Huit seulement d'entre elles présentent un accroissement continu ou régulier; la plupart des autres, cependant, atteignent leur maximum en 1901, ou présentent à cette date sur le maximum un écart assez faible. Aussi peut-on dire que toutes les communes rurales de la Plaine ont été en augmentation régulière au XIX<sup>e</sup> siècle. En groupant en effet en tableau les densités atteintes de 10 en 10 ans par les 17 communes en question <sup>1</sup>, on voit que les variations décennales de ces densités dessinent une courbe ascendante assez régulière, hésitante seulement pendant les périodes 1842-1851 et 1861-1872, c'est-à-dire lors de la crise de 1848 et de la guerre de 1870. Non que la population soit très dense, ni que l'accroissement ait été très considérable : de 39 habitants au kilomètre carré, les 17 communes sont passées à 71, avec un gain de 81 %. Mais l'accroissement continu d'une population agricole est un spectacle si rare dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il y a de quoi s'étonner et qu'il faut bien

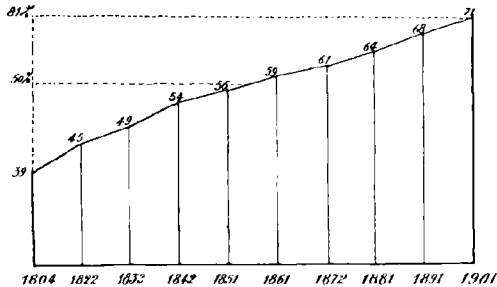


FIG. 12. — Mouvement de population dans la Plaine maritime (partie rurale) au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

pléation; la Plaine est une terre qui a été en partie colonisée<sup>2</sup> et peuplée au XIX<sup>e</sup> siècle. De là l'accroissement régulier de sa popu-

y chercher une explication particulière. En effet la Plaine maritime se trouve dans une situation spéciale. Elle était au début du XIX<sup>e</sup> siècle imparfaitement desséchée et assainie. Les grands progrès accomplis depuis 100 ans par les associations de dessèchement ont permis d'en étendre sans cesse l'ex-

<sup>1</sup> On n'a compté que les communes qui ont leur centre dans la plaine; d'autre part on a exclu du tableau la commune de Bourbourg-Ville, agglomération purement urbaine d'étendue restreinte (28 hectares). Les 17 communes sont : Armbouts-Cappel, Bierne, Bourbourg-Campagne, Brouckerque, Cappelle, Cappelle-Brouck, Coudekerque, Craywick, Grande-Synthe, Holque, Leffrinckoucke, Mardick, les Moères, St-Georges, St-Pierre-Brouck, Spycker, Uxem; 8.025 habitants en 1804, 14.564 en 1901.

lation. Depuis une trentaine d'années cependant, certaines communes purement agricoles paraissent avoir atteint le maximum, et ne réussissent guère qu'à se maintenir. Cappelle-Brouck avait 1.200 habitants en 1861, 1.206 en 1872, 1.196 en 1891, 1.201 en 1901. La plupart de celles qui ont gardé le plus longtemps leur mouvement d'accroissement sont voisines d'une usine, sucrerie (St-Pierre-Brouck), distillerie (Les Moères, Armbouts-Cappel, Bourbourg-Campagne), filature (Holque, Cappelle). Cependant il y a là de petites communes rurales dont l'accroissement ne s'est pas, ou s'est à peine démenti, telles St-Georges, près Gravelines, ou Coudekerque, près de Bergues; et le fait est si rare qu'il vaut la peine d'être signalé.

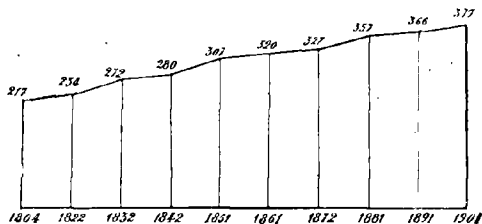


Fig. 13. — Mouvement de population dans la commune de St-Georges au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la population totale.

Ainsi la population de la Plaine s'est accrue régulièrement au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais tandis qu'à Dunkerque l'augmentation date surtout de 1860, et coïncide avec l'essor industriel et commercial qui s'est poursuivi depuis cette date, dans le reste de la Plaine elle a été régulière du commencement à la fin du siècle, et peut-être plus accusée au début que pendant les dernières années. D'un côté c'est donc une progression en quelque sorte plus artificielle, due à l'appoint d'éléments extérieurs; de l'autre une croissance intime, lente et solide.

### Le pays de Lille.

Cet accroissement régulier d'une population rurale est le seul exemple qui s'en présente dans le département du Nord. Dès qu'on a franchi vers le Sud le petit rebord argileux qui sépare la Plaine du Houtland, on ne trouve plus d'augmentation soutenue qu'autour des hautes cheminées de briques dont la présence indique la grande industrie. C'est le cas pour Hazebrouck, Bailleul, La Gorgue. Même dans le populeux arrondissement de Lille, les communes purement agricoles, et même celles qui sont déjà à demi-industrielles, Comines, Wambrechies, Bondués, n'ont pas réussi à s'accroître régulièrement au cours du siècle. Ces communes agricoles n'apparaissent même pas sur la carte où sont indiquées les communes qui ont atteint leur maximum en 1901.

Sur 129 que contient l'arrondissement, 60 ont atteint ce maximum avant 1901, 75 n'ont pas eu d'augmentation régulière ou continue au cours du siècle. En laissant de côté les dix communes qui dépendent économiquement du bassin houiller du Pas-de-Calais, on distingue seulement dans le pays de Lille trois groupes d'augmentation constante, les trois foyers industriels d'Armentières, Roubaix-Tourcoing et Lille.

Armentières, avec ses faubourgs d'Houplines et de la Chapelle, était déjà au début du XIX<sup>e</sup> siècle un grand centre de fabrication des toiles ; elle est devenue, en 1901, la première ville de France pour le tissage du lin. Cette fortune industrielle se traduit par une augmentation de 390 %, qui porte de 9.388 à 41.721 la population du groupe <sup>1</sup>. Mais les progrès ont été fort inégaux. L'augmentation est insignifiante

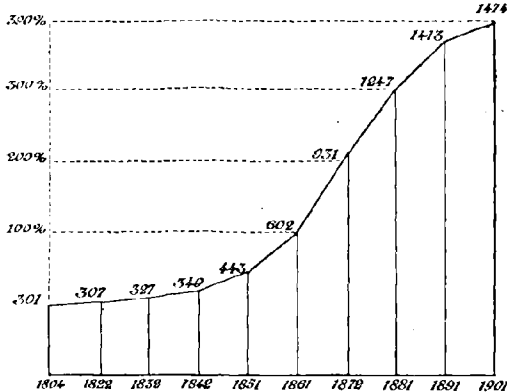


Fig. 14. — Mouvement de population dans le groupe d'Armentières au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

jusqu'en 1842 : à peine 1.500 personnes. Le tissage mécanique, qui s'installe dans la ville, lutte péniblement contre le travail à domicile. Au contraire après 1840, au moment où s'ouvre la crise du travail familial en Flandre, le groupe gagne ; il avait augmenté de 16 % entre 1804 et 1842, il s'élève de 27 % entre 1842 et 1851. La crise du coton de 1861 accentue le mouvement ; et en dépit du traité de commerce, Armentières s'accroît de 107 % en 20 ans, de 1861 à 1881. Depuis, un ralentissement s'est produit ; le coton a repris l'avantage ; la courbe d'augmentation s'infléchit, et le retour au protectionnisme après 1892 n'a pas empêché ce mouvement de s'accroître. La ville d'Armentières et ses faubourgs gagnaient 8.936 habitants de 1872 à 1881, 1.000 par an ; le gain n'est plus que de 4.709 de 1801 à 1891, il descend à 1.733 de 1891 à 1901 ; il n'a été, de 1896 à 1901, que de 88 personnes.

<sup>1</sup> Une partie de la population de Bois-Grenier, commune créée en 1854, est comptée jusqu'à cette date avec le groupe d'Armentières.



La courbe est beaucoup plus régulière pour la montée du groupe Roubaix-Tourcoing, où la population des deux villes et de huit communes voisines augmente de 700 % au cours du siècle. Roubaix est déjà en 1804 une ville de grande industrie, où l'on tente d'introduire les machines anglaises ; et l'accroissement se fait sans à-coups jusqu'en 1860, quoique la ville eut changé d'industrie pendant cette période, et remplacé le coton par la laine. Comme à Armentières et à Dunkerque, le grand essor date de 1860, et il ne paraît pas que Roubaix ait eu à souffrir du libre-échange, que sa Chambre de Commerce avait cependant combattu avec la plus grande énergie. L'augmentation fut particulièrement intense jusqu'en 1891 ; Roubaix gagna 65.000 habitants en 30 ans. Puis est venu, dans les dix dernières années, un ralentissement ;

de 114.917 personnes en 1891, la ville est bien montée à 124.661 en 1896, mais pour redescendre en 1901 à 124.365. On pourrait croire Roubaix en voie de diminuer, et son industrie frappée de déchéance. Heureusement l'examen de la situation du groupe tout entier <sup>1</sup> permet de rassurer les pessimistes. Là, pas de fluctuations, à peine un très léger fléchissement de 1872 à 1881 ; la courbe se déroule harmonieusement de 1804 à 1901, et la décroissance de Roubaix disparaît dans l'augmentation de l'ensemble, qui se continue depuis 1891 et même depuis 1896. Ainsi l'industrie roubaisienne ne paraît pas dépérir, et on peut constater que si elle paraît s'accommoder moins bien de la protection que du libre-échange, elle continue à faire bonne figure,

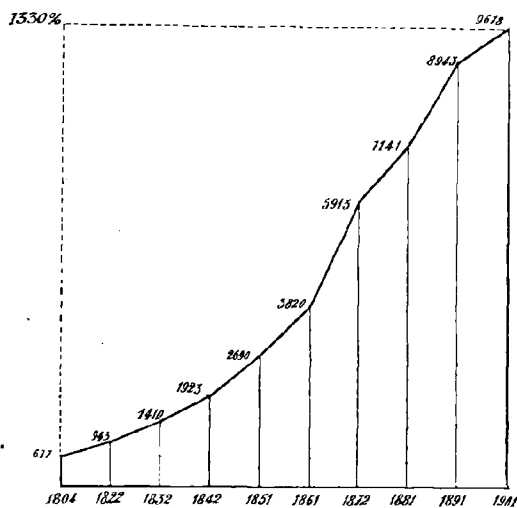


Fig. 15. — Mouvement de population dans la commune de Roubaix au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

<sup>1</sup> Roubaix, Tourcoing, Neuville-en-Ferrain, Roncq, Mouvaux, Croix, Wasquhal, Lannoy, Lys-les-Lannoy ; 34.657 habitants en 1804, 277.475 en 1901.

comme en témoignent le mouvement général de sa population, et celui de certaines communes en particulier. A Croix, où la montée est lente jusqu'en 1861, elle devient considérable après 1872, et le ralentissement

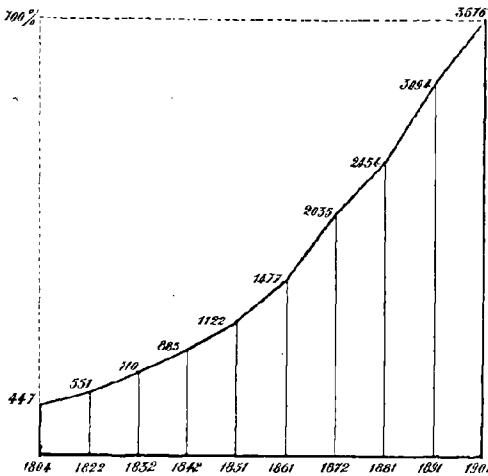


FIG. 16. — Mouvement de population dans le groupe de Roubaix-Tourcoing au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

1861, est presque droite; elle monte sans dévier; on n'y remarque aucun des fléchissements qui accidentent celle d'Armentières et même celle de Roubaix-Tourcoing. Les transformations économiques ne paraissent pas marquer; l'apparition du libre-échange en 1861, le retour à la protection en 1892, ne semblent pas avoir d'effet sur la montée de la population; le gain moyen reste à peu près de 3.000 habitants par an. Peut-être la diversité des industries représentées dans l'agglomération est-elle la cause de cette régularité dans l'accroissement; le régime qui fait du tort à l'une, favorise l'autre, et l'équilibre se trouve ainsi rétabli. Il n'en est pas de même lorsqu'on considère la seule commune de Lille<sup>2</sup>. L'augmentation y a été moins forte et moins

après 1891 est à peine sensible; de même à Wattrelos. La diminution de Roubaix serait donc due à un déplacement vers les communes voisines, moins encombrées; et l'ensemble du groupe continue son mouvement ascensionnel.

Le groupe de Lille présente des phénomènes analogues<sup>1</sup>. L'augmentation est d'abord plus lente qu'à Roubaix; elle est de 58 % jusqu'en 1851; mais elle dépasse déjà 100 % en 1861.

La courbe, à partir de

<sup>1</sup> Lille, Loos, Haubourdin, Lomme, Lambersart, St-André, Marquette, La Madeleine, Mous-en-Barœul, Hellemmes, Lezennes, Ronchin, Faches-Thumesnil; 78.155 habitants en 1804, 287.941 en 1901.

<sup>2</sup> On a compris dans les chiffres qui intéressent la commune de Lille la population des anciennes communes suburbaines de Fives, Wazemmes, Moulins-Lille e Esquermes, annexées en 1862.

rapide que dans l'ensemble ; si la ville, comme l'agglomération, se trouve doublée en 1861, ce n'est qu'en 1891 que le chiffre d'habitants se trouve triplé, et le gain total n'y est que de 214 %. D'autre part on y observe, comme dans la ville de Roubaix et le groupe d'Armentières,

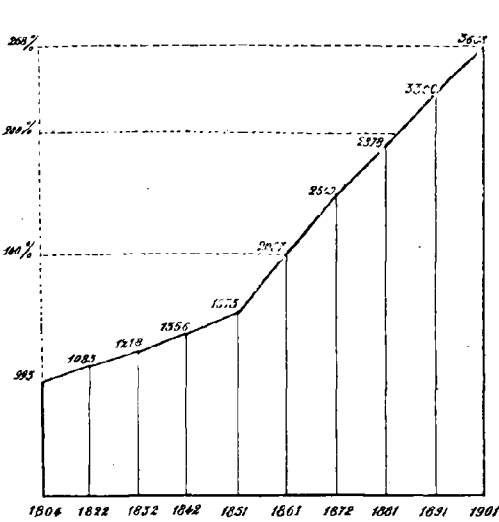


Fig. 17. — Mouvement de population dans le groupe de Lille au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

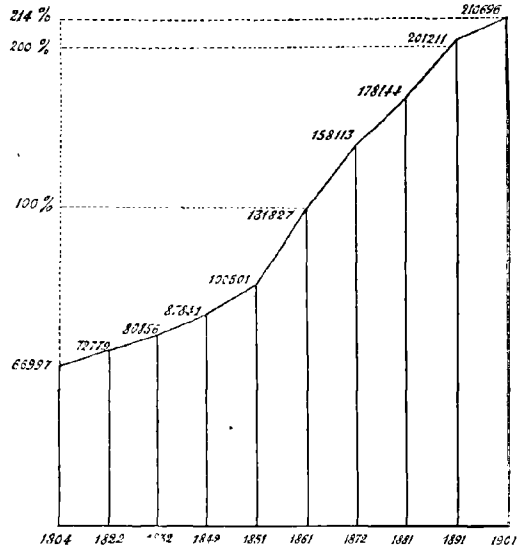


Fig. 18. — Mouvement de population dans la commune de Lille au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la population totale.

un fléchissement sensible après 1891 ; le gain n'est que de 9.485 personnes, et Lille a perdu depuis 1896 5.580 habitants. Ainsi, comme à Roubaix (ville), comme à Armentières (ville) qui a perdu 202 habitants depuis 5 ans, c'est l'accroissement constant de la population du groupe qui corrige les fléchissements du chef-lieu, et il est probable que c'est dans leurs faubourgs qu'il faudrait retrouver les habitants disparus des grandes villes.

**Le Bassin Houiller.**

La situation est autre dans le Bassin houiller. Là, les villes sont rares, et sont d'importance moyenne : Douai a 33.649 habitants, Valenciennes 30.946 ; Condé n'en a pas 5.000. Enfermées jusque vers 1890 dans leur ceinture de remparts de briques, elles n'ont guère participé au mouvement d'accroissement ; Douai avait 18.109 habitants en 1804,

Valenciennes 19.015, Condé 4.482 ; ce n'est que depuis leur démantèlement qu'on les voit s'éveiller et pousser de tous côtés des faubourgs neufs. Elles doivent donc être mises à l'écart du mouvement d'augmentation qui accroissait de 304 % la population du Bassin houiller, et qui porte sur d'anciennes communes rurales dont la plupart sont devenues des villes industrielles, peuplées de 7, 8, parfois 15 et 23.000 habitants.

Cependant l'exploitation de la houille existait déjà en 1804 sur plusieurs points du territoire, autour d'Anzin et d'Aniche. Anzin, sur sa butte, était alors une grosse bourgade de 3.144 habitants ; Aniche en avait 1.044, Somain 2.227 ; Vieux-Condé, Fresnes, et à l'autre extrémité du bassin la bourgade de Sin-le-Noble, possédaient plus de 2.000 âmes. Aussi malgré le peu de fertilité du sol, et la présence d'un grand nombre de villages pauvres et peu peuplés, la densité de population des communes qui forment aujourd'hui le Bassin était déjà de 137 au kilomètre carré, 140 autour d'Anzin, 179 et 146 autour d'Aniche et de Douai, 94 dans la partie la moins peuplée, vers Denain. Ralentie

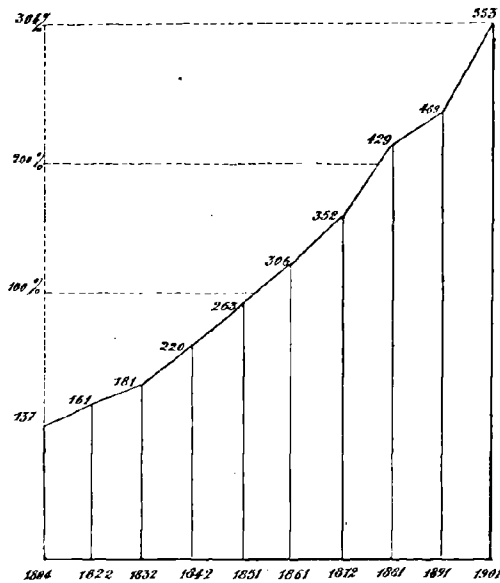


FIG. 19. — Mouvement de population dans le Bassin houiller au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

sous l'Empire par la concurrence des charbons belges, l'extraction reprit après 1815 ; en 1830, 4.500 ouvriers y étaient occupés dans les seules fosses de la Compagnie d'Anzin. Aussi l'augmentation de la population est au début régulière ; de 137 en 1804, la population passe à 161 au kmq. en 1822, à 181 en 1832. Mais alors, contrairement à ce qui se passe à Dunkerque et dans le pays lillois, où le grand essor ne date que du milieu du second Empire, c'est en 1832 que débute dans le Bassin la montée rapide de la population ; elle coïncide avec l'extension de l'étendue exploitée ; c'est entre 1832 et 1842 que s'ouvrent les puits autour de Denain et Lourches, au Sud de la ligne reliant Anzin à Aniche, le long

de laquelle on avait jusque là concentré les tentatives de recherche du charbon. L'élan donné en 1832 ne s'arrêta pas, et la croissance fut aidée par la création d'industries nouvelles, venues s'établir à portée du combustible, métallurgie de Denain et de Douai, verrerie d'Anzin-Condé et d'Aniche. La prospérité s'accroît encore après 1872, dans la période d'activité économique qui suit la guerre; c'est un des beaux moments de l'industrie métallurgique. De 352 habitants au kilomètre carré en 1872, le Bassin houiller s'élève à 429 neuf ans après (1881). Puis vient la crise, le seul fléchissement de la courbe; pendant que la population augmente plus rapidement qu'auparavant autour de Roubaix et de Lille, la montée se ralentit dans le Bassin; en revanche elle est plus accentuée que jamais entre 1891 et 1901; la métallurgie est prospère, les houillères augmentent en proportion leur rendement, et l'augmentation pendant ces dix années est la plus considérable du siècle.

Mais cette courbe d'ensemble, si remarquablement égale sauf l'irrégularité de 1881-1891, n'est que la résultante des courbes de plusieurs groupes distincts. Le plus important est celui dont Anzin est la capitale; il s'étend de la frontière belge à la forêt de Raismes<sup>1</sup>. C'est le siège le plus ancien de l'exploitation de la houille; le privilège de la compagnie Desandrouin est de 1717, et l'extraction date de 1734; en 1788 la compagnie occupait déjà 4.000

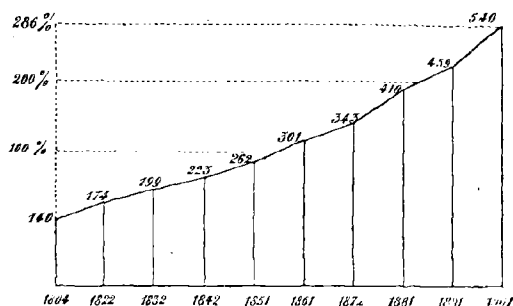


FIG. 20. — Mouvement de population dans le groupe d'Anzin-Condé au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

ouvriers, presque autant qu'en 1830. Arrêtée en 1792, l'extraction reprit en 1795; elle employait 3.400 houilleurs en 1804<sup>2</sup>. Cette ancienneté de l'industrie extractive et de la verrerie, déjà installée

<sup>1</sup> Anzin, Aubry, Bouvrages, Bruay, Crespin, Escautpont, Fresnes, La Sentinelle, Odomez, Petite-Forêt de Raismes, Raismes, Trith-St-Léger, Vicq, Vieux-Condé; 16.386 habitants en 1804, 61.180 en 1901. Dans le chiffre de 1804 est compris St-Aubert, distrait de Crespin en 1837.

<sup>2</sup> Dieudonné, Statistique, I. pp. 155-171.

en 1820, font que l'augmentation de population y a été plus égale encore que dans l'ensemble du Bassin; à peine les périodes heureuses de 1872-1881 et 1891-1901, s'y dessinent-elles en relief,

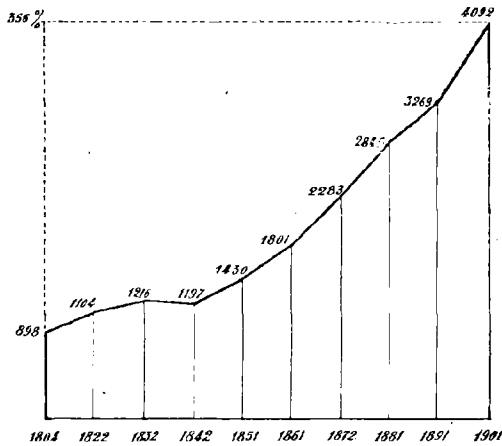


FIG. 21. — Mouvement de population dans la commune d'Anzin au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

celle de 1881-1891 accuse-t-elle un léger ralentissement. En revanche la principale commune du groupe accuse des fluctuations beaucoup plus considérables. Anzin gagne 1.400 habitants de 1804 à 1832; mais le fonçage des puits de Denain et de Louches, en attirant tous les bras disponibles des environs, lui fait perdre des habitants; la commune a 64 habitants de moins en 1842 qu'en 1832. Puis la montée recommence, s'accroît à chaque décennie jusqu'en 1881: 5.006 habitants en 1851, 6.305 en 1861, 7.990 en 1872, 10.043 en 1881; enfin la dernière augmentation décennale est la plus forte: près de 3.000 personnes (11.538 à 14.444).

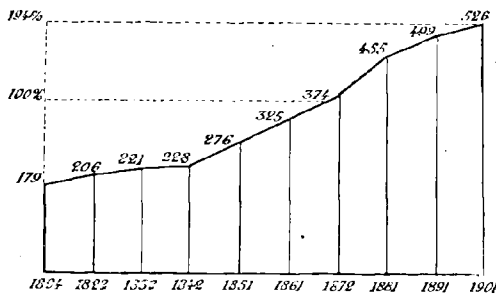


FIG. 22. — Mouvement de population dans le groupe d'Aniche au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

Moins régulière que celle du groupe d'Anzin se présente la courbe du groupe d'Aniche<sup>4</sup>. Les débuts du siècle sont durs: de 179 habitants au kilomètre carré en 1804, on n'arrive qu'à 228 en 1842 (7.505 à 9.580 personnes). Pourtant l'exploitation, là aussi, était ancienne; c'est en 1777 qu'on avait découvert le charbon à Aniche, près

<sup>4</sup> Aniche, Auberchicourt, Bruille-les-Marchiennes, Erre, Fenain, Somain, Villers-Campeau; 7.505 habitants en 1804, 22.083 en 1901.

de la route de Douai à Valenciennes, après l'avoir cherché longtemps au Sud-Ouest, dans la direction d'Arleux ; 300 ouvriers travaillaient dans les fosses en 1804, et les progrès paraissent satisfaisants <sup>1</sup>. Comme à Anzin, la découverte du charbon à Lourches ralentit la croissance d'Aniche ; la population reste presque stationnaire dans le groupe entre 1832 et 1842 (302 habitants en plus) ; de 1832 à 1837, la commune d'Aniche avait même perdu 100 habitants. Mais la reprise est générale après 1842 ; elle s'accroît de 1872 à 1881, comme dans tout le bassin, et la création d'une grande gare houillère à Somain, qui passe de 4.221 à 5.590 habitants dans cette période, y contribue. Puis vient un affaissement, et le groupe d'Aniche est le seul du bassin houiller où la dernière période décennale ne soit pas marquée par un relèvement. Peut-être la crise de la verrerie, devenue une des grandes spécialités du groupe, en est-elle cause.

Les fosses disparaissent un instant après Auberchicourt. La campagne reparaît pour quelques kilomètres au long de la route de Douai, barrée à l'Ouest par l'éminence sableuse qui s'allonge vers le Nord par Erchin, Lewarde, Loffre et Montigny, gros villages peuplés de houilleurs et d'ouvriers agricoles. Mais les hautes cheminées reparaissent au-delà, et à partir de Guesnain et Dechy s'étend un nouveau pays industriel, qui contourne Douai au Nord

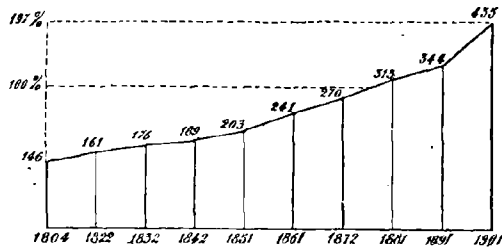


FIG. 23. — Mouvement de population dans le groupe de Douai au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

et se relie sans interruption au bassin houiller du Pas-de-Calais. La croissance de ce groupe de Douai <sup>2</sup> où l'exploitation n'existait pas encore en 1804, apparaît singulièrement calme ; la courbe se développe posément jusqu'en 1891, à peine plus accentuée depuis 1851, c'est-à-dire après le moment où l'on a découvert la houille à l'Escarpelle (1849) ; seule la dernière période décennale indique

<sup>1</sup> Dieudonné, Statistique, I. pp. 171-174.

<sup>2</sup> Anhiers, Aubry, Dechy, Flers-en-Escrebieux, Guesnain, Lallaing, Raches, Raimbeaucourt, Roost-Warendin, Sin-le-Noble, Waziers ; 10.730 habitants en 1804, 31.908 en 1901. La commune de Douai renferme un faubourg houiller, Dornignies, peuplé de 6.000 personnes au moins, qu'il est impossible de distinguer de la population urbaine.

un progrès considérable, la population du groupe s'élevant de 7.000 personnes, et la densité de 344 à 435 au kilomètre carré, croissance dont la métallurgie d'Auby a une large part.

Bien plus curieux est le développement de la population dans la dernière partie du bassin houiller, celle dont la ville de Denain est le centre. Et d'abord, c'est là que se trouvait, en 1804, la partie la plus agricole et la moins peuplée de la future région industrielle ; par suite, c'est là que l'augmentation a été la plus considérable. Tandis que l'accroissement était de 194 % autour d'Aniche, 197 % autour de Douai, 286 % dans le rayon d'Anzin, il s'élevait à 677 % dans le groupe de Denain<sup>1</sup> ; Louches était 35 fois plus peuplé à la fin du siècle qu'au commencement, et Denain 22 fois. C'est là aussi que l'afflux de population fut le plus brutal. Les communes du Nord, plus rapprochées d'Anzin et d'Aniche, fournissent à peu près seules l'accroissement modeste qui se manifeste de 1804 à 1832 : Abscon, Escaudain, Haveluy,

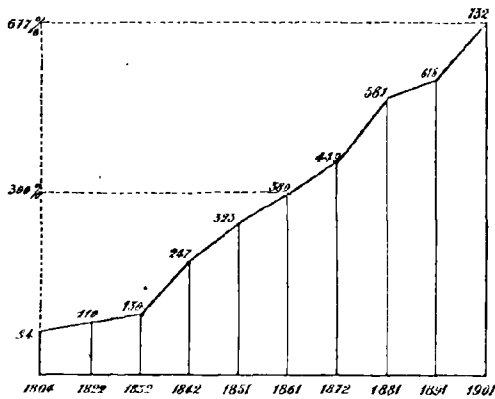


FIG. 24. — Mouvement de population dans le groupe de Denain au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

Hélesmes. Mais en 1834, la fosse St-Mathieu est forcée à Louches, les communes du Sud se remplissent d'habitants, et la population du groupe double en dix ans, passant de 8.315 à 15.806 ; à Denain, le nombre d'habitants s'élève de 1.601 à 5.144 ; Louches augmente plus fortement encore. Désormais la courbe s'élève, toujours avec rapidité, mais en reproduisant fidèlement les mêmes détails que dans l'ensemble du Bas-

sin. La métallurgie est venue aider à l'accroissement ; et le puissant développement qu'elle a pris depuis la guerre explique l'augmentation qui apparaît entre 1872 et 1881 ; en 9 ans, le groupe gagne 9.500 habitants, dont 5.000 pour Denain. Puis est venu le fléchissement de 1881, enfin

<sup>1</sup> Abscon, Denain, Douchy, Escaudain, Haveluy, Hélesmes, Louches, Neuville-sur-Escaut, Rœulx, Wavrechain-sous-Denain ; 6.039 habitants en 1804, 46.928 en 1901.



la reprise de 1891, qui porte de 39.000 à 47.000 la population de l'ensemble. La commune de Lourches est plus originale encore dans sa croissance. C'était au commencement du siècle un humble village de 155 habitants (1804), établi au bord des prairies de l'Escaut ; en 1832, il n'en avait encore que 184. En 1835, la fosse St-Mathieu entra en exploitation ; cinq autres suivirent de 1836 à 1840 ; en 1842, la population avait bondi à 2.816 habitants ; de 68 au kilomètre carré, la densité montait à 1.043.

C'est là un essor qui fait songer à celui des villes neuves qui surgissent d'un sol où l'on a découvert de l'or ou du diamant. Ce qui augmente la ressemblance avec les cités nées d'un « rush », c'est que la crise qui suit souvent ces grands mouvements d'hommes se déclara à Lourches ; la population décrut légèrement entre 1842 et 1851, et l'accroissement se ralentit encore entre 1861 et 1872. Depuis, la population de Lourches a repris sans accident son mouvement ascensionnel, portant à 5.366 personnes le nombre d'habitants du village de 1804.

Ainsi la population du Bassin houiller a fait de grands progrès au XIX<sup>e</sup> siècle, particulièrement depuis 1832, époque à laquelle un nouveau contingent de fosses importantes est entré en exploitation. Si depuis cette époque la pénurie de houille de 1872-1874 a fait augmenter considérablement, entre 1872 et 1881, le rendement des fosses et la population des centres charbonniers, si la crise de la métallurgie a provoqué de 1881 à 1891 un mouvement contraire, ce ne sont que des détails dans l'ensemble d'une montée qui se continue plus forte que jamais. Qu'on ne s'exagère pas, d'ailleurs, l'importance que tiennent dans la population totale du Nord les habitants du Bassin. S'ils sont répartis sur un vaste espace, et si sur la carte de population la région qu'ils occupent paraît

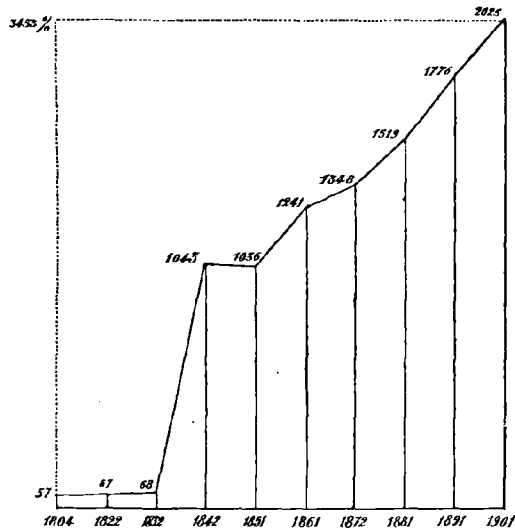


Fig. 25. — Mouvement de population dans la commune de Lourches au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

aussi importante que le pays de Lille, c'est une simple apparence. Les quatre groupes ont une population totale de 163.000 personnes : moins que Roubaix augmenté de Croix et Wattrelos. En y ajoutant même Douai et Valenciennes, ce n'est encore que 227.000 habitants, 60.000 de moins que Lille et ses faubourgs.

### Le Cambrésis.

L'augmentation du bassin houiller a fait du tort aux pays voisins. C'est au Nord et au Sud de son axe, en Pévèle et en Cambrésis, que les compagnies houillères ont recruté le personnel accouru autour de Douai, de Denain et d'Anzin. Aussi ne faut-il pas compter trouver dans le Cambrésis de grandes étendues de pays où l'augmentation ait été régulière. Cependant il y a là, sur le plateau autour de Caudry, et le long de l'Escaut au Nord et au Sud de Cambrai, une quinzaine de communes où l'augmentation s'est maintenue au long du siècle.

Le plateau du Cambrésis, entre l'Escaut et la forêt de Mormal, était

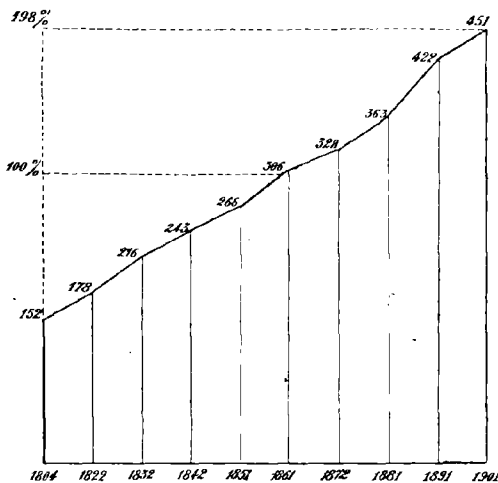


Fig. 26. — Mouvement de population dans le Cambrésis (groupe textile) au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

au début du siècle un immense atelier d'industrie textile. Cent quatre communes y fabriquaient en 1804 des batistes, des gazes, des linons ; quelques-unes possédaient plus de 300 métiers <sup>1</sup>. Cette florissante industrie à domicile déclina après le milieu du siècle, et la plupart des communes virent alors baisser le chiffre de leur population ; seules une dizaine continuèrent d'augmenter chaque décennie, et ont réussi à atteindre en 1901 leur maximum de population. Ce sont

pour la plupart celles où la grande usine a remplacé le métier à bras ;

<sup>1</sup> Dieudonné, Statistique, II, pp. 278-281.

cependant, Avesnes-lès-Aubert et sa voisine St-Hilaire ont pu continuer à prospérer tout en gardant la fabrication des toiles fines à domicile, Bertry en tissant pour Le Cateau l'article nouveautés. Parmi les autres, Caudry et Beauvois sont devenues des villes de fabriques ; Le Cateau a une grande industrie lainière à laquelle participe sa voisine St-Benin. De là vient la remarquable augmentation de ce groupé, comparable à celle d'Aniche ou de Douai <sup>1</sup>.

Seules la crise de 1848 et celle de 1870 marquent un léger arrêt dans l'accroissement. Il est vrai que la dernière augmentation décennale est la moins forte, et que c'est là une inquiétante constatation pour l'avenir de cette industrie textile. La commune de Caudry presque seule accuse pour cette dernière période un notable accroissement. Sa courbe est d'ailleurs beaucoup plus irrégulière que celle des autres communes. Caudry croissait régulièrement depuis 1804, lorsque l'introduction de l'industrie du tulle vint jeter la

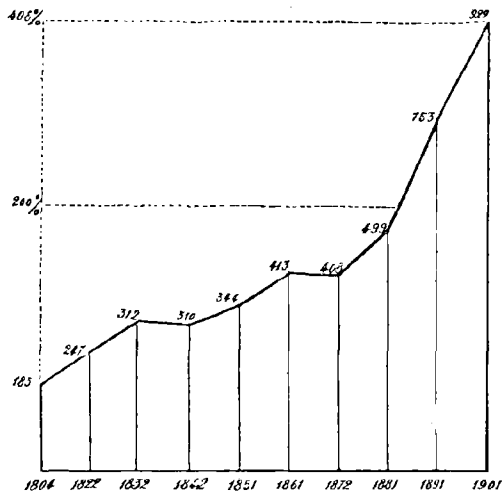


Fig. 27. — Mouvement de population dans la commune de Caudry au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

perturbation ; établie en 1829, elle faisait d'abord monter à 3.343 habitants la population en 1832 (1.954 en 1804), puis la ramenait à 3.198 en 1837, à 3.318 en 1842. Nouvelle augmentation, puis crise après 1861 ; ce sont là des avatars bien connus de l'industrie tulliste, et dont Calais a souffert comme Caudry. Enfin la grande reprise se produisit lorsqu'après 1870 les usines vinrent s'installer à la place des métiers mus par de petits fabricants et Caudry passa de 5.334 habitants (1881) à 8.045 en 1891, à 9.934 en 1901.

Le groupe du Haut-Escaut est de dimensions plus modestes. Entre Honnecourt et Escaudœuvres l'augmentation a persisté dans neuf com-

<sup>1</sup> Avesnes-lès-Aubert, Beauvois, Bertry, Caudry, Fontaine-au-Pire, Le Cateau, Neuville, St-Benin, St-Hilaire-lès-Cambrai, 13.636 habitants en 1804, 40.701 en 1901.

munes alignées le long du fleuve naissant, dont quatre sont des faubourgs de Cambrai, qui bénéficiaient de l'accroissement que les remparts interdisaient à la ville <sup>1</sup>. C'est encore l'industrie qui est responsable de cette

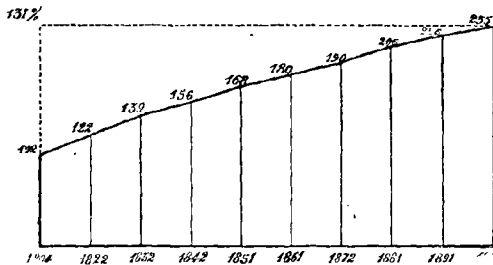


Fig. 28. — Mouvement de population dans le groupe du Haut-Escaut au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

brutales; aussi l'accroissement des communes du groupe s'est-il poursuivi dans le calme: à chaque décade, on constate 1.000 habitants de plus. Là encore, la dernière montée apparaît comme la plus faible; deux des neuf communes ont légèrement diminué depuis 1891; deux autres, depuis 20 ans, sont stationnaires. Le ralentissement de l'industrie sucrière depuis 1902 ne peut qu'aggraver encore cette tendance à la stagnation.

### Le Groupe de la Sambre.

Le dernier des groupes de communes où l'augmentation soit manifeste depuis 1804 jusqu'à 1901 fait preuve au contraire d'une grande vitalité. La métallurgie, qui a fait la fortune des bords de la Sambre entre Berlaimont et la frontière est une vieille industrie du pays d'Avesnes. Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, les forges d'Anor et Trélon alimentaient les fonderies de Marpent et Cousolre, les platineries de Maubeuge, les martinets, les clouteries, la manufacture d'armes de Marpent, Maubeuge, Ferrière-la-Grande. Cependant les 21 communes du groupe <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Banteux, Escaudœuvres, Fontaine-Notre-Dame, Marcoing, Masnières, Neuville-St-Rémy, Raillencourt, Rumilly, Tilloy: 7.023 habitants en 1804, 16.241 en 1901.

<sup>2</sup> Aulnoye, Assevent, Bachant, Boussières, Boussois, Cerfontaine, Colliet, Feignies, Ferrière-la-Grande, Ferrière-la-Petite, Hautmont, Jeumont, Leval, Louvroil, Marpent, Maubeuge, Neuf-Mesnil, Pont-sur-Sambre, Recquignies, Rousies, St-Rémy-mal-bâti, 14.355 habitants en 1804, 68.676 en 1901.

n'avaient encore en 1804 que 14.355 habitants, dont 5.131 pour la ville de Maubeuge; Hautmont était un village de 639 personnes; la densité était de 84 par kilomètre carré. On végéta jusqu'en 1850, où le groupe ne s'était élevé encore qu'à 22.635 habitants. C'est donc uniquement dans la deuxième partie du siècle que se produisit l'essor industriel, qui a fait tripler les chiffres de 1850. De 1.400 habitants en 1851, Hautmont sauta à 3.300 en 1861, Maubeuge de 7.700 à 10.600. A la métallurgie se joignaient la fabrication des glaces, le travail des marbres qui faisait

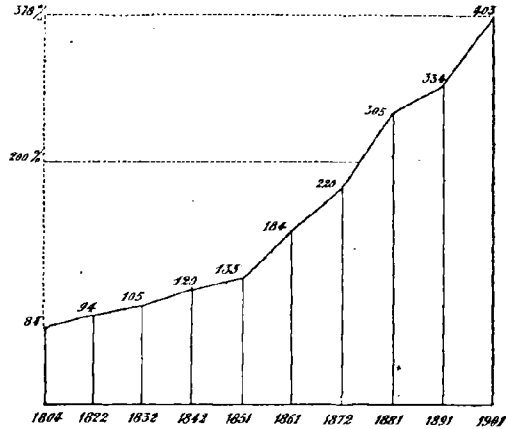


Fig. 29. — Mouvement de population dans le groupe de la Sambre au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

grandir en même temps quelques villages de la vallée de l'Hogneau, l'industrie des carreaux céramiques. Mais la production et la transformation du fer et de l'acier sont restées l'occupation la plus importante; c'est la splendeur de l'industrie métallurgique qui fait passer de 38.400 à 51.900 la population du groupe dans les neuf années 1872-1881, et la crise métallurgique qui retarde l'accroissement dans la période suivante, où l'on ne peut atteindre 57.000. De même que dans le bassin houiller, la reprise a été complète après 1891, et la Haute-Sambre a gagné dans la dernière période plus de 11.000 âmes; l'industrie s'étend aux petites communes, et l'on a vu dans ces dix années Rousies passer de 1.216 à 1.990 habitants, Marpent de 1.257 à

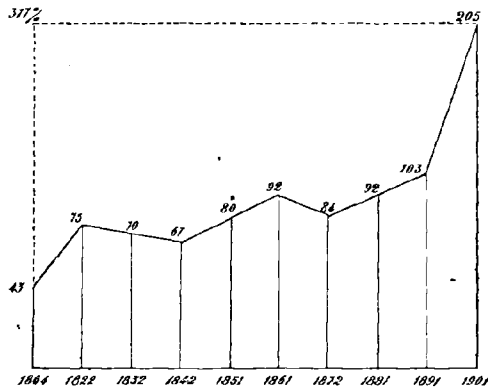


Fig. 30. — Mouvement de population dans la commune d'Assevent au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

2.022, Boussois de 837 à 1.310. Le village d'Assevent, qui végétait depuis le début du siècle, doublant à peine sa population de 1804 à 1872, a gagné 100 % de 1891 à 1901. L'industrie métallurgique a donc assuré ici une montée brusque et rapide de population, plus tardive à la fois et plus nette que celle qui s'est produite ailleurs sous l'influence des industries textiles.

Ainsi c'est la présence de la grande industrie, l'apparition des grandes fabriques mues par la vapeur, qui a déterminé et soutenu à travers le département l'essor continu de la population. A médiocre industrie répond un médiocre accroissement. Sauf dans la Plaine maritime, où la pêche d'une part, de l'autre la mise en valeur sans cesse accrue du sol, ont permis une augmentation régulière du nombre d'habitants, c'est toujours la création et la prospérité de l'usine qui sont responsables de l'afflux d'hommes. Que dans une campagne déjà sur le déclin vienne s'installer une fabrique, qu'à proximité se creuse une fosse, et l'augmentation recommence. A Capinghem (canton d'Armentières), le village perdait des habitants depuis 1832; la création d'usines dépendant du groupe de Lille provoque un nouvel accroissement qui s'accroît à la fin du siècle.

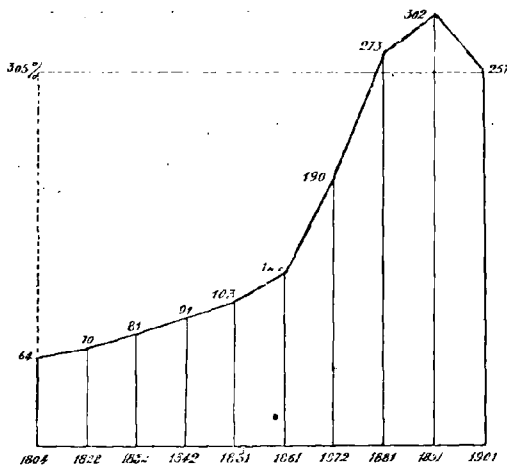


FIG. 31. — Mouvement de population dans le groupe de *Fourmies* au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

quable prospérité. L'industrie de la laine occupait en 1789 près de 300 ouvriers à Féron, Fourmies, Ohain, Sains et Wignehies; vers 1840, la

population descend à 427 en 1851; mais l'exploitation des houillères y ramène la population : 914 habitants en 1881, 1748 en 1901. En revanche, quand l'industrie disparaît ou décline, la population s'éloigne. Le groupe de Fourmies<sup>1</sup> avait connu, jusqu'en 1881, une remarquable

<sup>1</sup> Fourmies, Glageon, Ohain, Sains-du-Nord, Trélon, Wignehies; 7.369 habitants en 1804, 35.025 en 1891, 29.818 en 1901.

spécialité de la filature de laine peignée s'y établit, et l'essor commença ; la montée de la population alla s'accéléralant chaque décade, et de 7.369 habitants en 1804, le groupe s'élevait à 31.592 en 1881 ; Fourmies était passé de 1.721 à 15.052. Mais comme pour la filature de Roubaix, la concurrence allemande se fit sentir ; l'exportation de Fourmies fut attaquée, et bientôt sa situation sur le marché français lui-même fut menacée ; le déclin commença. Roubaix-Tourcoing se maintinrent grâce à la supériorité de leurs peignés et de leurs tissus ; Fourmies, qui faisait surtout le filé, fléchit. Péniblement, par la force acquise, la population augmenta encore de 3.500 personnes entre 1881 et 1891, puis perdit, en 1901, 18 % du chiffre précédent, et la décadence continue. Wignehies, la commune la plus cruellement atteinte, tomba de 38 % dans cette dernière décade ; de 6.463, elle descendit à 4.687, et n'atteint probablement pas plus de 4.200 habitants aujourd'hui.

La présence de la grande industrie se trouve donc bien être la grande, et presque la seule cause des augmentations régulières — et considérables — de population dans le département. L'influence même des voies de communication, canaux et rivières navigables, chemins de fer, n'est qu'indirecte ; elle ne s'exerce qu'en favorisant la création d'établissements industriels dans les localités qu'elles traversent. L'examen des transformations subies depuis 1851 par les communes établies au bord d'une voie navigable (Fig. 32) montre que les augmentations sont uniquement cantonnées dans la traversée des foyers industriels. Les communes de la Haute-Sambre, entre les limites de l'Aisne et le confluent de la Helle majeure, sont en diminution, malgré l'intensité du trafic qu'elles voient passer devant elles. D'autres diminutions se constatent sur le Haut-Escaut, et le long de la Scarpe dès qu'elle a quitté le bassin houiller ; bien plus, la majeure partie des communes riveraines du canal de la Sensée, parcouru par un mouvement de 3.500.000 tonnes, sont en décroissance. Sur la Lys, Merville, La Gorgue, Comines, Wervicq, Bousbecque, Halluin et le groupe d'Armentières augmentent grâce à l'industrie textile ; mais les communes rurales de Thiennes, Haverskerque, la ville d'Estaires même, diminuent ; Deulémont, malgré sa situation à un confluent, décroît. A elle seule, l'influence de la voie d'eau ne suffit pas à faire augmenter la population. Celle des voies ferrées n'est guère plus efficace. Les régions en voie de dépeuplement en sont pourvues comme les autres, ce qui ne les empêche pas de décroître, et facilite plutôt l'exode ; quant à l'influence que peut exercer sur la population de la commune où il se trouve la présence d'un important nœud de chemins de fer, elle est également discutable. Hazebrouck, où les trains convergent de six, et bientôt sept directions, a bien gagné



FIG. 32. — Influence des voies navigables sur la population des communes riveraines.

Communes où le chiffre de 1901 est :

- supérieur au chiffre de 1851
- inférieur id.



5.000 habitants depuis 1861, mais l'établissement de tissages mécaniques de toiles y a largement contribué. La modeste augmentation d'Orchies (49 %) date en grande partie d'avant l'époque où cinq voies ferrées sont venues s'y croiser et y amener un peu d'industrie. Si l'établissement d'une grande gare houillère paraît avoir exercé une influence heureuse sur le nombre des habitants de Somain, en revanche c'est à ses hauts-fourneaux qu'Aulnoye doit son augmentation rapide, et Busigny, malgré son importante station, n'a ni plus ni moins diminué que les autres communes rurales du Cambrésis ; la commune a plus d'habitants en 1861 qu'en 1901, et a perdu depuis 1872 35 % du chiffre de sa population à cette date. Ainsi, là où elles n'ont pas fait naître de grandes usines, les voies ferrées n'ont pas pu enrayer le mouvement de dépopulation des campagnes ; et c'est bien, en dernière analyse, à l'industrie seule que revient l'honneur d'avoir provoqué, dans presque tous les groupes, l'augmentation régulière du nombre d'habitants.

---

## CHAPITRE III.

## LES DIMINUTIONS

I. *Les diminutions tardives.* Le Cambrésis. La Thiérache. Les Fagnes. — II. *Les diminutions précoces.* La Pèvéle. Le Houtland flamand.

D'où viennent tous les habitants nouveaux que l'industrie a attirés autour des usines, et qui ont fait doubler, tripler, voire trois ou quatre fois décupler la population de certaines communes ? Assurément la natalité urbaine, bien que considérable dans les centres industriels, n'a pu suffire ; la forte mortalité ouvrière, de son côté, entrave l'augmentation que semblerait promettre le chiffre élevé des naissances <sup>1</sup>. C'est donc du dehors que sont venus les nouveaux habitants, c'est-à-dire des campagnes. Sans doute les centres industriels et particulièrement le pays de Lille ont reçu de Belgique, des provinces de Flandre Occidentale, Flandre Orientale et Hainaut, un notable contingent. Les étrangers sont nombreux dans le département : 230.821 en 1901, d'après les statistiques officielles <sup>2</sup> ; presque tous Belges. Les grands centres industriels en hébergent la plus grande partie ; l'arrondissement de Lille en possède 162.723. Leur nombre, dans certains cantons, atteint ou dépasse la moitié du chiffre de la population Française ; celui de Tourcoing (Nord) compte 15.016 étrangers et 22.939 Français, parmi lesquels les fils d'étrangers, devenus Français par la naturalisation automatique, sont nombreux ; celui de Roubaix (Nord) 20.957 étrangers et 42,237 Français. A Lille, les Flamands belges sont, en

---

<sup>1</sup> A Halluin, natalité : 41,74 ‰ ; mortalité infantile, 50 ‰ (1903).

<sup>2</sup> Chiffre communiqué par la Préfecture du Nord.

réalité, 41.000 <sup>1</sup>, à Roubaix, 48.000 <sup>2</sup>, dans la commune d'Halluin, 9.058, contre 7.541 Français. Moins nombreux qu'on ne s'y attendrait autour de Dunkerque (8.355 dans l'arrondissement, dont 2.000 dans la ville), ou dans le bassin houiller (22.000 dans les deux arrondissements de Douai et Valenciennes), les Belges se retrouvent en nombre imposant dans la région de la Sambre ; il y en a 20.000 dans le canton de Maubeuge, pour 44.800 Français ; à Hautmont ils sont 5.281 (7.577 Français), à Jeumont près de 2 000, sur 4.523 habitants, à Neuf-Mesnil 841 sur 2.007 ; à Recquignies 516 contre 705 Français. Au total, c'est à 200.000 environ que l'on peut évaluer le nombre des étrangers fixés dans les centres industriels ; leur immigration a donc contribué pour une bonne part à l'énorme augmentation de ces groupes au cours du siècle.

Mais cet afflux d'étrangers n'a pas suffi. Si ce sont les Belges qui ont eu la plus grosse part à l'augmentation de Roubaix, de Tourcoing et de leur groupe, s'ils ont largement contribué à l'essor de Lille, il n'en est pas de même ailleurs. A Armentières, l'examen des noms d'ouvriers employés dans les tissages indique qu'ils sont, dans la proportion de 75 %, d'origine wallonne. De même dans le bassin houiller. C'est donc des campagnes qu'est venu le surplus de population, et presque exclusivement des campagnes du Nord. En effet le Pas-de-Calais possédait sur son propre territoire des foyers d'appel vers lesquels se sont portés les paysans de ses villages : Calais et les mines ; la Thiérache n'a envoyé qu'une partie de ses habitants vers Fourmies ; Guise et St-Quentin ont attiré le reste. Le Nord a même fourni des éléments aux départements voisins ; nombreux sont les originaires de la Flandre à Calais ; quant aux mines de Lens, Bruay, Courrières, il n'est pas une commune du Houtland de Cassel et d'Hazebrouck qui ne leur ait envoyé son contingent. Les parties rurales du département trouvaient donc de tous côtés, dans le Nord ou les pays voisins, des centres industriels avides de main-d'œuvre, qui sollicitaient la venue de leurs habitants. A la puissante montée de population des groupes urbains correspond donc une diminution du nombre d'habitants des campagnes. Après une résistance inégale, toutes les parties rurales du département se trouvent aujourd'hui en décroissance, et ce sont peut-être celles qui ont lutté le plus longtemps qui voient fondre leur population le plus rapidement aujourd'hui.

---

<sup>1</sup> 1<sup>er</sup> semestre de 1904 ; chiffre communiqué par le Commissariat Central de police.

<sup>2</sup> Chiffre indiqué par la municipalité en 1901.

## I.

## LES DIMINUTIONS TARDIVES.

**Le Cambrésis** <sup>1</sup>.

Les riches plateaux de limon qui s'étendent de l'Escaut à la Sambre et à la forêt de Mormal étaient très peuplés déjà au début du siècle : 123 habitants au kilomètre carré dans les 65 communes dont l'augmentation n'a pas persisté jusqu'en 1901 ; 129 dans celles qui dépendent des cantons de Clary et Carnières, 136 dans celui de Solesmes. Une agriculture dont la fertilité du sol assurait la prospérité, et surtout la présence d'une active industrie domestique, faisaient vivre cette nombreuse population ; 81 communes de l'arrondissement de Cambrai possédaient en 1804 des métiers en batistes, gazes, et linons ; 352 métiers battaient à Villers-Outréaux, 332 à Haussy, 325 à Quiévy, 319 à Clary <sup>2</sup>. Le travail de la laine introduit au début de la Restauration apporta un élément nouveau de prospérité autour du Cateau et de Solesmes. De là une augmentation rapide de la population dans les quarante premières années du siècle. De 1804 à 1842, le gain dépassait 45 % ; la densité du Cambrésis s'élevait de 123 à 181 habitants au kilomètre carré ; elle atteignait 194 dans le canton de Solesmes.

La décade 1842-1851 marqua un temps d'arrêt dans cet accroissement. De 85.606 habitants en 1842, les 65 communes ne passèrent qu'à 89.246 en 1851 ; ralentissement imputable à la crise de 1848, car la population atteignait déjà 89.448 habitants au recensement de 1846, et il y eut ainsi, au lieu d'augmentation, une perte de 202 personnes entre 1846 et 1851. Mais le mouvement en avant reprit, aussi prononcé que jamais, dans la première moitié du second Empire. Tandis que les métiers flamands périclitaient, ceux du Cambrésis battaient plus fort que jamais ; en 1853 la laine seule occupait plus de 6.000 tisseurs dans

---

<sup>1</sup> Pour plus de commodité on a étudié sous le nom de Cambrésis les quatre cantons de Clary, Carnières, Le Cateau et Solesmes, ainsi que les communes du canton de Landrecies situées à gauche de la Sambre. On en a excepté les communes d'Avesnes-lès-Aubert, Beauvois, Bertry, Le Cateau, Caudry, Fontaine-au-Pire, Neuilly, St-Benin, St-Hilaire, où l'augmentation s'est poursuivie régulièrement jusqu'en 1901. Les statistiques portent donc sur 65 communes rurales, qui sont le cœur de la région.

<sup>2</sup> Dieudonné, Statistique, II, pp. 278-281.

les cantons de Clary, du Cateau et de Solesmes <sup>1</sup>. De 188 au kilomètre carré, la population, dans ces dix ans, atteignait 206, densité rurale presque comparable à celle de l'Ost-Flandre belge.

Cependant la résistance à la dépopulation était près de finir. Après 1862, l'accroissement se continue péniblement quelques années ; 1866 vit le maximum véritable de la population rurale du Cambrésis, un total de 100.000 habitants (99.966), 210 par kilomètre carré. Si le chiffre de 1872 est encore supérieur de 251 unités à celui de 1866, l'augmentation provient uniquement de la commune de Bousies, que l'installation d'une grande usine (tissage de laine) fit croître de 456 personnes ; mais déjà en 1872 la moitié des communes — dont les plus considérables — sont en décroissance. C'est donc des cinq dernières années du second Empire que date le déclin de la population du Cambrésis. Tandis que

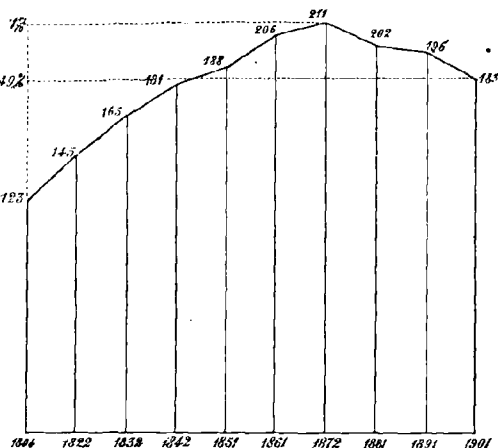


FIG. 33. — Mouvement de population dans le Cambrésis au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

la concurrence des machines faisait diminuer déjà depuis 20 ans le nombre des métiers à bras de Flandre, et précipitait vers les usines du pays lillois les tisserands privés de leur gagne-pain, c'est seulement vers 1870 que le Cambrésis à son tour commence à abandonner à la machine les articles de fabrication courante pour se réduire aux délicats produits de luxe. Précisément c'est à partir de 1870 que s'organisent les grandes fabriques du Cateau et de Caudry, et que les sept ou huit communes de grande industrie voient se produire leur plus fort accroissement de population (fig. 26 et 27).

La décadence, une fois commencée, se précipite plus vite que la montée. Le Cambrésis avait gagné 2.600 habitants en 10 ans, il en perd 5.000 en 9 ans ; et si la période 1881-1891 marque un léger arrêt,

<sup>1</sup> Demangeon, la Plaine picarde, p. 299.

la chute reprend de plus belle jusqu'en 1901. Aujourd'hui le Cambrésis se trouve à peine plus peuplé (86.957 habitants) qu'en 1842; déjà la densité n'est plus que de 183 habitants par kilomètre carré, et la décroissance à l'égard du maximum se trouve être de 15 %. Dépossédés de leurs moyens d'existence par les grandes usines, les tisserands quittent la campagne, se dirigent vers Caudry, vers la Haute-Sambre, le bassin houiller; ils se font ouvriers de fabriques.

L'intensité du mouvement est déjà grande; toutefois, ce qui est peut-être le plus remarquable encore, c'est que le pays ait conservé tant d'habitants, et qu'il en ait fait augmenter le nombre si avant au cours du siècle. Sur la carte représentant les communes qui, avant subi déjà une diminution en 1901, n'ont cependant atteint leur maximum que dans la seconde partie du siècle (fig. 34), le Cambrésis s'enlève avec vigueur; abstraction faite du groupe de Fourmies, en décroissance depuis 1891, les autres régions fournissent peu de communes où le maximum soit de date récente; la Flandre, la Thiérache, sont vides; seules une trentaine de communes, rurales ou industrielles, de l'arrondissement de Lille, participent à cette décadence de date récente. Ainsi le Cambrésis est la partie rurale du département où l'afflux de population a le plus longtemps persisté, où l'exode vers les villes est de plus fraîche date. La culture de la betterave, si importante dans la région, est sans doute la principale cause de cette situation anormale; réclamant beaucoup de bras, pendant toute l'année, pour les sarclages, les binages, l'arrachage et la fabrication, elle contribue largement à maintenir sur place une nombreuse population, dont le trop plein trouve d'ailleurs pendant l'été une occupation par l'émigration saisonnière des « Camberlots » vers les pays à grande culture du Sud<sup>1</sup>. De plus, l'industrie à domicile n'est pas morte; la fabrication des toiles fines subsiste autour d'Avesnes-lès-Aubert, le travail de la laine dans les cantons du Cateau, de Clary et de Solesmes; des métiers à broder prennent depuis 25 ans, dans le Sud, la place du tissage. Cependant la décadence persiste; les villages du Cambrésis n'ont plus la prospérité d'il y a 30 ans. De plus en plus s'impose pour une partie de cette nombreuse population la nécessité d'émigrer vers les usines; et l'obligation où sont tous les jeunes hommes de séjourner 3 ans dans les villes, à l'époque de leur service militaire, les prédispose peut-être plus sûrement encore à quitter pour toujours la campagne et son austère existence.

---

<sup>1</sup> Demangeon, *Plaine picarde*, p. 303.



Fig. 31. — Diminutions tardives de population.

Carte des communes ayant atteint leur maximum :

- |           |           |
|-----------|-----------|
| ▼ en 1891 | ▽ en 1872 |
| ▲ en 1881 | △ en 1861 |

### La Thiérache.

Toute différente du Cambrésis par l'aspect, humide et verdoyante, couverte de pâtures, de haies et d'arbres, la Thiérache rappelle plutôt la Flandre ; et les destinées de sa population au XIX<sup>e</sup> siècle se rapprochent plus du sort de la population flamande que de celui des habitants du Cambrésis. La croissance en a été moins considérable ; la dépopulation plus précoce, la diminution totale plus complète.

Pourtant la surpopulation n'existait pas en Thiérache. En 1804, 65 habitants au kilomètre carré forment la densité des hameaux éparpillés dans la verdure, qui constituent une trentaine de communes entre la Sambre, la limite de l'Aisne et les grands bois des Fagnes <sup>1</sup>. Comme dans toutes les régions où l'élevage du bétail constitue la principale occupation des habitants, la population n'avait pas besoin d'être nombreuse ; et quoique beaucoup plus riche que celle du Cambrésis, elle ne trouvait pas dans le pays assez d'occupations pour augmenter

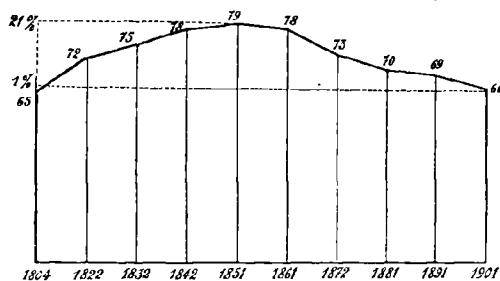


FIG. 35. — Mouvement de population dans la Thiérache au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

rapidement ; la fabrication des fromages et l'industrie de la boissellerie, celle-ci occupant, en 1804, 240 personnes, n'étaient guère susceptibles d'extension <sup>2</sup>. De 19.700 en 1804, la population s'éleva à 21.600 en 1822 ; ce fut la plus forte montée. Les 30 communes atteignirent, d'une marche sans cesse

<sup>1</sup> Cantons d'Avesnes-Nord, Avesnes-Sud, plus les communes d'Ecuelin, Monceau-St-Waast, Noyelles, St-Rémy-Chaussée, Sassegnies, du canton de Berlaimont, Favril, Maroilles, Prisches, du canton de Landrecies, Beaufort, Eclaihes, Limont-Fontaine, de celui de Maubeuge. On n'y a pas compris les villes, jadis fortifiées, d'Avesnes et de Landrecies, ni les communes à demi industrielles d'Avesnelles, Flaimont-Waudrechies et Fellerics.

<sup>2</sup> Dieudonné, Statistique, II, pp. 367 et 403.



avant que le Cambrésis eût atteint son maximum ; elle se précipite après 1860 ; c'est l'époque où la Haute-Sambre et le groupe de Fourmies, en pleine prospérité, recrutent leur main-d'œuvre à l'entour. En revanche, Fourmies périclité après 1881, et la métallurgie traverse jusqu'en 1891 une période de crise ; l'influence de ces événements, qui retardent la montée de population dans les centres industriels voisins, enraye provisoirement la dépopulation en Thiérache ; en 10 ans, elle ne perd que 500 habitants. Cependant elle se retrouve, au bout d'un siècle, avec un chiffre de population identique à celui du début (19.696 en 1804, 19.885 en 1901) ; après avoir atteint une densité de 79 au milieu du siècle, elle est redescendue à 66 ; c'est 20 % de perte. Ainsi la diminution a été plus grave que dans le Cambrésis. 14 communes sont moins peuplées en 1901 qu'en 1804 ; St-Rémy-Chaussée et Floyon perdent 63 % de leur population primitive, Larouillies 56, St-Aubin 51 %. La commune de Taisnières-en-Thiérache est en diminution presque constante depuis 1804 ; passée de 955 habitants à 981 (1822), elle descend, par saccades, au chiffre de 658 (1901), perdant d'un seul coup (1861-1872) 11 % de sa population. Ce sont là des exemples de dépopulation pires que ceux qu'on pourrait trouver en Flandre, où 3 communes seulement, sur une centaine, ont perdu au cours du siècle plus de 50 % de leur population primitive.

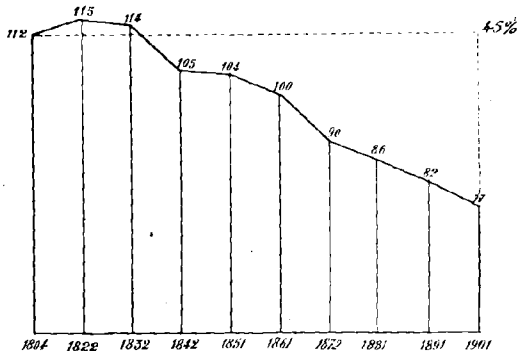


Fig. 36. — Mouvement de population dans la commune de Taisnières-en-Thiérache au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

1804, 19.885 en 1901) ; après avoir atteint une densité de 79 au milieu du siècle, elle est redescendue à 66 ; c'est 20 % de perte. Ainsi la diminution a été plus grave que dans le Cambrésis. 14 communes sont moins peuplées en 1901 qu'en 1804 ; St-Rémy-Chaussée et Floyon perdent 63 % de leur population primitive, Larouillies 56, St-Aubin 51 %. La commune de Taisnières-en-Thiérache est en diminution presque constante depuis 1804 ; passée de 955 habitants à 981 (1822), elle descend, par saccades, au chiffre de 658 (1901), perdant d'un seul coup (1861-1872) 11 % de sa population. Ce sont là des exemples de dépopulation pires que ceux qu'on pourrait trouver en Flandre, où 3 communes seulement, sur une centaine, ont perdu au cours du siècle plus de 50 % de leur population primitive.

#### Les Fagnes<sup>1</sup>.

De la riche Thiérache à la région ardennaise, boisée et pauvre, il semblerait que le contraste dût être vif, et que la dépopulation qui

<sup>1</sup> Cantons de Solre-le-Château et de Trélon, à l'exception des communes du groupe de Fourmies, de Sars-Poteries et Beugnies, dont l'industrie céramique a assuré la croissance régulière, de Couslore et Bousignies, accrues par le travail des marbres ; en plus les communes de Damousies, Dimechaux, Dimont, Obrechies, Quiévelon, Ramousies, Wattignies-la-Victoire.

ramenait l'une au même état qu'en 1804 dut faire descendre l'autre bien au-dessous de son chiffre du début du siècle. Pourtant la vingtaine de communes minuscules éparses au milieu des bois, le long des ruisseaux clairs qui forment la Solre, les deux Helpes et l'Oise, avaient déjà une densité de 46 habitants au kilomètre carré en 1804, bien supérieure à celle des communes rurales de la riche plaine maritime. Il est vrai que leur population totale ne s'élevait qu'à 7.856 habitants, dont 2.031 pour la seule commune de Solre-le-Château ; mais ces habitants possédaient des ressources variées ; bûcherons et forgerons en même temps qu'agriculteurs et pasteurs, ils foulaient encore des cagées, grossières étoffes de laine, et la fabrication des bas de laine s'étendait à tous les villages. Aussi cette population s'éleva-t-elle presque de moitié en 40 ans (45 % de 1804 à 1842) ; et il est remarquable que ce furent surtout les petites communes qui gagnèrent à ce développement : Moustier augmenta de 72 %, Clairfayts de 73, Beurieux de 74, Wattignies de

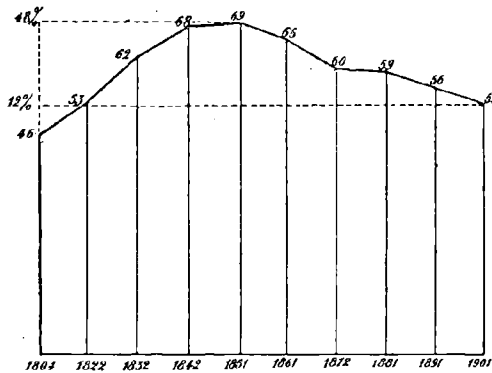


FIG. 37. — Mouvement de population dans les Fagnes au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

77 %. C'est la crise de 1848 qui paraît avoir interrompu la montée ; on avait atteint 11.677 habitants en 1846, l'on n'en avait plus que 11.608 en 1851 ; la décadence commençait. Les forges développées au Nord, devenues la grande métallurgie de la Sambre, la bonneterie transformée au Sud, autour de Fourmies, en puissante industrie lainière, tuèrent les petits ateliers des Fagnes et provoquèrent l'exode de leurs habitants. La perte fut de 1.000 habitants entre 1861 et 1872 (10 %), et après avoir gagné 49 % dans la première partie du siècle, les communes des Fagnes se retrouvèrent en 1901 avec 8.810 habitants, un peu moins qu'en 1822. Sans doute le résultat est plus brillant qu'en Thiérache, puisque c'est encore 12 % de gagné sur le chiffre de 1804 ; mais comme en Thiérache, et aussi comme dans le Cambrésis, la décroissance rapide dans la dernière période décennale est inquiétante ; elle fait mal augurer de l'avenir. Ce sont précisément les petites communes, où l'augmentation avait été rapide au début du siècle, qui sont le plus menacées aujourd'hui : Clairfayts a perdu 57 % sur son

maximum de 1842, Solrinnes 82, Quiévelon 88, Moustier 133, Willies 170 ‰. Souvent cette diminution s'est produite en deux étapes, la première de 1846 à 1872, la seconde de 1881 à nos jours, séparées de 1872 à 1881 par un curieux relèvement, dont l'influence se traduit nettement dans la courbe générale. A Moustier-en-Fagne par exemple, où la décroissance a été si considérable, il y a eu gain — modeste — au cours de ces neuf années ; et cet arrêt dans le déclin, ce léger relèvement constaté plus particulièrement entre 1876 et 1881, se retrouve dans neuf autres communes.

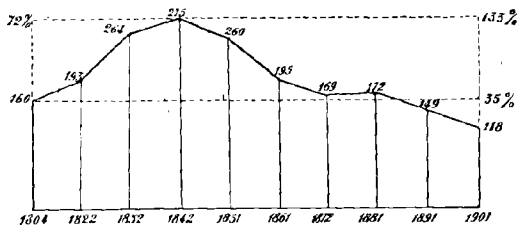


Fig. 38. — Mouvement de population dans la commune de *Moustier-en-Fagne* au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la population totale.

ainsi ce n'est guère que dans la seconde partie du siècle que les campagnes du Sud commencent à perdre quelques-uns de leurs habitants, et à se vider dans les villes ; vers 1870 pour le Cambrésis, vers 1851 pour la Thiérache, après 1848 pour les Fagnes. Les ressources, dans le Sud, étaient plus variées, permettaient de retenir plus longtemps la population dans les villages. Le Nord n'avait que le tissage et le filage pour occuper et nourrir une population surabondante ; cette ressource disparue ou amoindrie, il ne restait qu'à partir. De plus, les grandes agglomérations industrielles étaient plus proches des campagnes du Nord que de celles du Sud ; les groupes de Roubaix et de Lille, le premier surtout, sont déjà en pleine croissance dans la première partie du siècle ; la tentation était plus proche et plus forte. Aussi voit-on de bonne heure la Pévèle se déverser vers le bassin houiller, la Flandre prendre la route de Lille, de Calais, de Dunkerque. Ce sont les diminutions précoces.

## II.

### LES DIMINUTIONS PRÉCOCES.

#### La Pévèle.

Chose curieuse : la Pévèle, moins riche que le Cambrésis, moins fertile encore que la Flandre, était au début du siècle la partie la plus peuplée du département. En laissant à part les petites villes, Orchies,

St-Amand, devenues industrielles, ce pays rural avait déjà une densité de 138 habitants au kilomètre carré : 140 pour la partie Sud <sup>1</sup>, 136 pour la partie Nord <sup>2</sup>.

La destinée de ces deux moitiés fut bien différente. Le Nord, plus rural au début du siècle, augmenta lentement ; à peine avait-il gagné 7.000 habitants en 60 ans, c'est-à-dire 25 % ; cependant qu'en 45 ans les Fagnes s'augmentaient de 48 %, la Thiérache de 21 %, le Cambrésis en 60 ans de 70 %. Ainsi c'était la plus faible des augmentations rurales, et la diminution paraissait commencer ; en 1872, les deux cantons avaient perdu 230 habitants sur 1861. Mais cette décroissance s'arrêtait aussitôt. L'industrie, de deux côtés, s'installait dans la région ; du

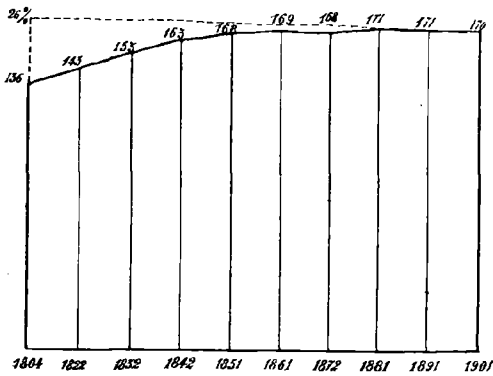


FIG. 39. — Mouvement de population dans la partie Nord de la Pévèle au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

côté du Nord, le groupe de Lille s'annexait les deux cantons, leur fournissait, par l'intermédiaire d'une industrie nouvelle, la confection, un travail à domicile ; par l'Ouest le bassin houiller du Pas-de-Calais, étendu jusqu'à la limite du canton de Pont-à-Marcq, industrialisait les communes les plus proches, Phalempin, Wahagnies, Moncheaux. La population augmentait légèrement, atteignait son ma-

ximum, 36.488, en 1881, et ne perdait depuis lors, en 20 ans, que 160 habitants. Il est vrai que dix-huit communes sur vingt-neuf étaient en décroissance dans la dernière décade, et que l'augmentation des onze autres ne pourra pas empêcher longtemps la dépopulation de s'accroître. Cette partie Nord n'en reste pas moins le seul coin rural du département où la diminution soit à peine ébauchée, grâce à la proximité de grandes industries et à l'appoint d'un nouveau travail à domicile.

<sup>1</sup> Cantons de St-Amand-Rive-Droite, moins Raismes et St-Amand ; de St-Amand-Rive-Gauche ; d'Orchies, moins Orchies ; en plus les communes de Bouvignies, Tilloy, Warlaing, soit 25 communes, 29.464 habitants en 1804, 32.317 en 1901.

<sup>2</sup> Cantons de Cysaing et Pont-à-Marcq, 29.058 habitants en 1804, 36.320 en 1901.

La partie Sud de la Pévèle a connu des destinées bien différentes.

L'augmentation a d'abord été rapide, presque brusque; 5.000 habitants de plus entre 1804 et 1822 (16 %); de 1804 à 1842, le gain était de 34 %. Mais ce fut tout; déjà en 1846 le pays avait perdu 1.200 habitants. Ainsi ce ne fut pas la crise de 1848 qui fut ici la cause de l'arrêt dans la montée; la dépopulation s'est produite dès 1842; il y eut au contraire, de 1846 à 1851, un léger relèvement (90 habitants en plus).

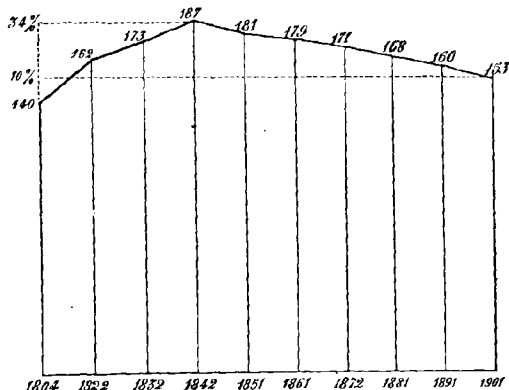


FIG. 40. — Mouvement de population dans la Pévèle (partie Sud) au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

La cause de cette diminution précoce est toute locale. Toute voisine du bassin houiller, la Pévèle (au moins le Sud) avait pu espérer un moment qu'il se prolongeait sous son territoire. Le remarquable succès des forages de Lourches (1834) fit tourner toutes les têtes. Des sondages furent entrepris dans la plupart des communes à l'Est de St-Amand; des industries déjà s'organisaient, escomptant la découverte de la houille; un véritable "rush" local se produisit. C'est précisément l'augmentation de population dans ces communes orientales qui soutint l'augmentation de la Pévèle jusqu'en 1842, comme c'est la diminution brusque de ces mêmes communes, résultat de l'échec complet des tentatives, qui causa la baisse-

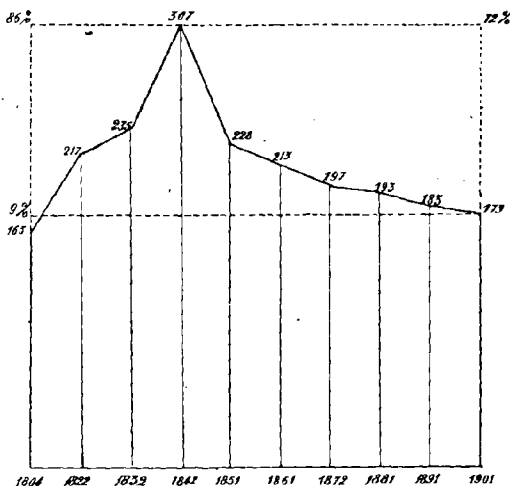


FIG. 41. — Mouvement de population dans les communes de Bruille-Saint-Amand, Château l'Abbaye, Nivelles, Thun-St-Amand, au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

brusque constatée entre 1842 et 1846. La courbe des quatre communes de Bruille-St-Amand, Château-l'Abbaye, Nivelles, et Thun-St-Amand, toutes quatre voisines, et touchant par Odoomez et Hergnies aux fosses de la compagnie d'Anzin, est singulièrement instructive; elles gagnent brusquement, de 1832 à 1842, 30 % de leur chiffre de 1832, et perdent 34 % de leurs habitants entre 1842 et 1851, plus exactement de 1842 à 1846. Sans elles, le Sud de la Pévèle n'avait plus, de 1832 à 1842, qu'une médiocre augmentation, mais continuait de croître légèrement jusqu'en 1851 : 32.682 habitants en 1842, 33.269 en 1851, pour ne décroître définitivement qu'après cette date. Ainsi c'est pour avoir failli devenir un pays industriel que la Pévèle a commencé plus tôt que les Fagnes ou la Thiérache, à perdre ses habitants. De 1851 à nos jours, la diminution est constante; la Pévèle se vide lentement vers le bassin houiller tout proche; elle conserve cependant encore 153 habitants au kilomètre carré, et se trouve ainsi de 10 % plus peuplée en 1901 qu'en 1804.

#### Le Houtland flamand.

Avec la Flandre, c'est-à-dire la contrée qui s'étend de la Lys à la Plaine maritime, on est en plein pays de diminution précoce. Le Houtland tient, sur la carte où sont représentées les communes dont le maximum a été atteint dans la première partie du siècle, la même place que le Cambrésis sur la carte des diminutions tardives. Ici, le Cambrésis est vide; la Thiérache, les Fagnes, la Pévèle même, sont clairsemées; la Flandre seule paraît pleine. Des 70 communes qui comprennent la population purement rurale du Houtland<sup>1</sup>, plus du quart (vingt) n'ont plus jamais atteint leur chiffre de 1804; dix autres ont eu leur maximum en 1822. C'est à croire que la Flandre rurale est en décroissance depuis le début du siècle.

Et en effet la courbe de population du Houtland commence mal. De 1804 à 1822, le gain est nul : 45 habitants en plus; on passe de 96.811 à 96.856. Mais cette stagnation est suspecte. En effet tandis que les cantons du Nord, Bergues, Hondschoote, Wormhoudt, Cassel, voient se

---

<sup>1</sup> Cantons de Cassel, Hazebrouck-Nord, Hazebrouck-Sud, Bailleul-Sud-Ouest, Bailleul-Nord-Est, Hondschoote, Steenvoorde, Wormhoudt, plus les communes de Bissezele, Crochte, Esinghem, Hoyville, Pîgam, Quaedypre, West-Cappel, Wylder, du canton de Bergues, Haverskerque et Neuf-Berquin, du canton de Merville. On a excepté les communes industrielles d'Hazebrouck, Renescure, Bailleul et son faubourg St-Jans-Cappel, Nieppe. Au total, 96,811 habitants en 1804, 86,709 en 1901.



Fig. 42. — Diminutions précoces de population.

Carte des communes ayant atteint leur maximum :

- en 1801
- ▲ en 1832
- ▼ en 1822
- ▽ en 1812
- △ en 1851

produire une augmentation modérée, mais réelle, de plus de 2.000 personnes, la diminution est strictement limitée aux cantons d'Hazebrouck et de Bailleul, qui en perdent 2.100. Cette localisation si précise de la décroissance dans des circonscriptions administratives que rien ne distingue des autres cantons flamands fait soupçonner qu'une erreur a pu se produire dans l'un des deux dénombrements, vraisemblablement dans celui de 1804. Il serait singulier en effet que dans une période où toutes les autres parties rurales du département, même la plupart des cantons flamands, sont en croissance, il se soit produit dans trois d'entre eux une diminution si caractérisée (8 % dans les deux cantons d'Hazebrouck).

Quoiqu'il en soit, l'augmentation devient moins faible après 1822. De 96.856, le Houtland passe à 99.225 ; c'est 2 % d'excédent (1832). Dans la même période, le Cambrésis gagnait 14 %, la Thiérache 9, les Fagnes 16 ; on voit que la Flandre suivait d'un pas fatigué le mouvement d'accroissement de la population rurale. Certains cantons allaient moins vite encore ; celui de Steenvoorde perdait quelques unités. Cette croissance indécise se ralentit encore dans la période suivante. De 99.225, la Flandre se hisse tout juste à 100.000 (100.055), avec une densité de 121 au kilomètre carré ; tel canton gagne 100 personnes, tel autre en perd autant ; presque tout le gain est assuré par les cantons de Bailleul et de Bergues. C'est d'ailleurs la fin de l'augmentation. En réalité d'ailleurs, la diminution était commencée déjà. C'est l'année 1836, avec 100.381 personnes, qui marque le point culminant atteint par la Flandre rurale au XIX<sup>e</sup> siècle.

D'où viennent cette diminution si précoce, et cette faiblesse de l'augmentation au début du siècle, qui est si mince (3 %) qu'on peut la considérer comme à peu près nulle, et dire qu'après 30 ans de stagnation, la Flandre s'est mise à décroître ? La population n'était pourtant pas aussi dense (121 au kilomètre carré en 1842) que dans le Cambrésis (181) ou en Pévèle (187). Il y eut probablement à cette dépopulation précoce plusieurs causes. La concurrence des mécaniques installées dès le début du siècle dans le pays de Lille se fit plus rapidement et plus rudement sentir dans le Houtland que dans le Sud du département, non pas tant parce qu'elle était plus proche que parce qu'elle entreprenait les mêmes articles courants que les métiers flamands avaient l'habitude de tisser. Le Cambrésis, qui fabriquait les toiles fines, put garder longtemps cette spécialité ; la Flandre, produisant l'article ordinaire, rencontra la première la concurrence des machines. Ce furent les fileuses qui se trouvèrent d'abord sans travail, car les progrès de la filature mécanique se trouvèrent beaucoup plus rapides et décisifs que ceux du tissage. Ces bras que la grande industrie



faisait libres de force, la culture n'était pas capable de les utiliser ; il y a beaucoup de pâtures dans le Houtland, et l'élevage du bétail n'exige qu'un nombre restreint d'individus. D'autre part, la forme de propriété favorisait l'exode. Le cultivateur flamand n'était que rarement propriétaire de la terre qu'il exploitait ; neuf fois sur dix, il était et est encore fermier au compte des bourgeois possesseurs du sol, habitants des villes et bourgades, Bergues, Bailleul, Cassel, plus tard industriels d'Armentières, de Roubaix et de Lille. N'étant pas retenus par l'amour du sol possédé, il était aisé aux petits fermiers, et surtout aux tâcherons, locataires d'une maisonnette et d'un champ, de quitter la campagne où leur manquait l'appoint nécessaire du travail industriel à domicile. Enfin la mortalité élevée, résultat d'une ignorance à peu près générale, venait détruire l'effet d'une natalité pourtant considérable, et empêchait la population de combler rapidement les vides causés par l'émigration <sup>1</sup>.

Après un si pitoyable début, on était en droit de s'attendre à des diminutions considérables pour la 2<sup>e</sup> moitié du siècle, c'est-à-dire pour l'époque où toutes les parties rurales du département perdent une forte proportion de leurs habitants. Or en 60 ans, le Houtland diminue à peine de 13.400 personnes, 15 % environ du chiffre de 1842. C'est à coup sûr la dépopulation rurale la moins accentuée du département. Le Cambrésis perd déjà la même proportion d'habitants (15 %) en 29 ans, de 1872 à 1901. La Thiérache, en 50 ans, accuse un déficit de 20 % ; la Pévèle (Sud) en présente un de 22 % en 60 ans ; les Fagnes, en 50 ans, de 32 %. Sur la carte représentant les communes qui ont atteint leur maximum avant 1901, et indiquant les pertes subies par rapport à ce maximum, la Flandre apparaît beaucoup moins éprouvée que le Sud, que l'arrondissement d'Avesnes en particulier. C'est là une anomalie particulièrement intéressante, qu'on ne peut expliquer sans observer en détail la marche de cette faible décroissance.

---

<sup>1</sup> Natalité et mortalité dans les arrondissements d'Hazebrouck et de Cambrai pendant les trois années 1830, 1840, 1851 :

		Natalité	Mortalité	
1830	Hazebrouck.....	32.46	30.98	} pour mille habitants.
	Cambrai.....	31.92	27.56	
1840	Hazebrouck.....	31.56	29.25	
	Cambrai.....	33.34	24.00	
1851	Hazebrouck.....	32.38	25.47	
	Cambrai.....	35.37	23.97	

La mortalité est toujours plus considérable dans l'arrondissement d'Hazebrouck que dans celui de Cambrai.



FIG. 43. — Diminutions sur le maximum.  
 Carte des communes où le chiffre de 1901 est inférieur au maximum atteint précédemment :

○ de moins de 5 %	● 20 à 40
○ 5 à 10	● 40 à 60
⊙ 10 à 20	⊙ plus de 60

La diminution est d'abord relativement brusque. De 1841 à 1861, le Houtland perd 5.000 habitants : presque toutes les communes participent à cette décroissance. C'est le moment où l'on se dirige vers Lille, Armentières, dont la population augmente brusquement ; vers les mines du Pas-de-Calais, qui viennent de s'ouvrir ; vers Calais, en pleine croissance. Puis le mouvement s'arrête après 1866. Pour un instant la dépopulation est enrayée ; de 1866 à 1872, il y a une légère reprise (253 personnes en plus), en dépit de la guerre de 1870 ; et le nombre d'habitants à cette date, à 63 unités près, est semblable à celui de 1861. Le progrès continue pendant les premières années de la République, et la population en 1876 est revenue à 95.804, soit 600 personnes de plus qu'en 1861. C'est que l'état sanitaire du Houtland

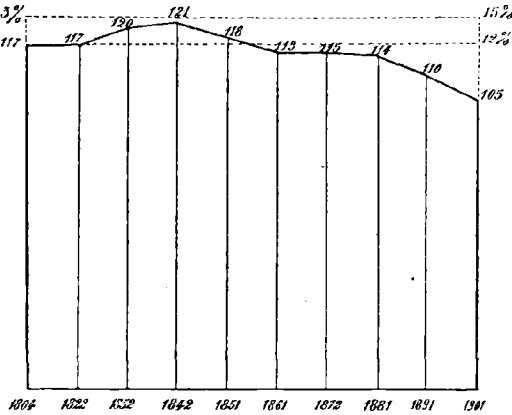


FIG. 44. — Mouvement de population dans le Houtland au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

s'améliore. Tout en ayant encore une proportion de décès plus élevée que celle des arrondissements du Sud, l'arrondissement d'Hazebrouck en voit diminuer le nombre : de 30,98 pour 1.000 habitants en 1830, le nombre des décès tombe à 26,70 en 1861, à 21,55 en 1881. Cependant la proportion des naissances se maintient : 32,46 pour 1.000 en 1830, 32,38 en 1851, même 35,37 en 1861, et encore 30,42 en 1881. De là un excédent de population, qui bouche les vides de l'émigration. D'autre part, l'industrie à domicile n'est pas morte encore ; ce n'est guère qu'après 1875 qu'on vit diminuer avec rapidité le nombre des métiers, pour aboutir à l'infime quantité d'aujourd'hui. Enfin la Flandre, où les habitants étaient beaucoup moins nombreux que dans les autres parties rurales (Cambrésis et Pévèle), se trouvant moins surpeuplée, n'éprouvait pas comme elles le besoin impérieux de chercher au dehors les ressources que le pays ne pouvait plus fournir.

Mais le mouvement de descente recommence après 1876. De 1876 à 1881, le déchet est déjà de 1.600 personnes ; dans les 25 années de la fin du siècle, la perte totale est de 10 %. Cette fois, il n'y a plus d'arrêt ; la chute est régulière. Tous les villages font entendre aujourd'hui la

même plainte monotone : les jeunes gens partent vers les villes. L'influence du service militaire se fait évidemment sentir dans cette baisse générale, commune à la Flandre et aux autres parties rurales

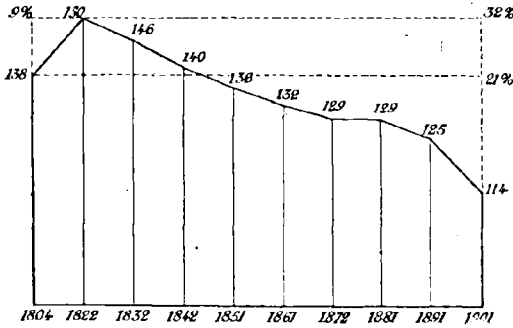


FIG. 45. — Mouvement de population dans la commune de *Buyscheure* au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

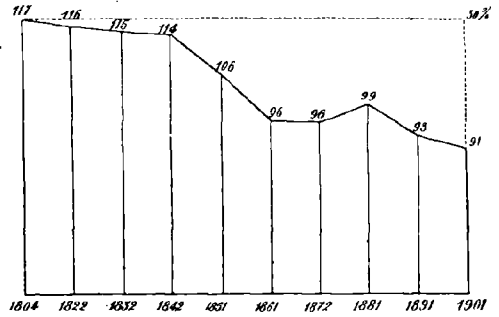


FIG. 46. — Mouvement de population dans la commune de *Killew* au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

du département ; la baisse de la natalité, à son tour, y contribue. Pourtant il faut bien remarquer que ce déclin des dernières années, pour considérable qu'il paraisse, est moins accentué que celui d'autres

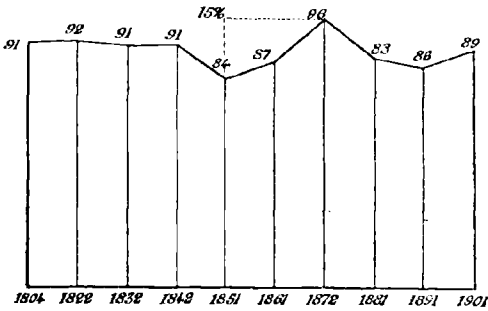


FIG. 47. — Mouvement de population dans la commune d'*Hardifort* au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

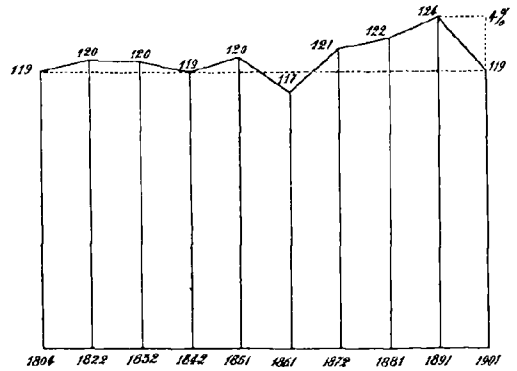


FIG. 48. — Mouvement de population dans le canton de *Steenvoorde* au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

parties rurales : 5 % de perte en Flandre (1891-1901) contre 7 % en Cambrésis, 8 % dans les Fagnes.

Ainsi s'est accomplie lentement, comme péniblement, avec des à-coups, cette diminution de la population flamande. Le Flamand ne

s'est décidé que contraint, presque par force, à l'émigration. Il y a même en Flandre une vingtaine de communes où la population est restée à peu près constante au cours du siècle. Si certaines, très rares, ont connu depuis le début du siècle la décroissance continue, à peine contrariée par l'arrêt de 1876, comme ce fut le cas pour Buyscheure et Killeem (fig. 45 et 46), d'autres se retrouvent, comme Hardifort, dans le même état qu'en 1804, sans que les fluctuations aient dépassé 15 %; mieux encore, le canton de Steenvoorde n'a pas varié de plus de 6 %, et sa population de 1901 est, à deux unités près, celle de 1804. La dépopulation du Houtland de Flandre au XIX<sup>e</sup> siècle tient donc plutôt, par comparaison avec le reste du département et surtout avec les autres campagnes françaises, de l'arrêt sur place, de la stagnation, que du déclin. Sans doute le nombre d'habitants de 1901 est moins élevé (12 %) que celui de 1804, et c'est la seule partie du département qui soit dans ce cas. Mais les autres ne tarderont pas, à en juger par l'allure de leur diminution depuis 1875, à la rattraper dans cette voie. Et c'est beaucoup, pour une région où la population a cessé depuis si longtemps d'augmenter, de déposer un bilan encore si convenable.

---

## CHAPITRE IV

## LES TENDANCES ACTUELLES

Les diminutions actuelles. Les augmentations actuelles.

Comment se présentent, au début du XX<sup>e</sup> siècle, ces divers phénomènes d'augmentation et de diminution, c'est ce que l'on peut essayer d'étudier en comparant les résultats de 1891 à ceux de 1901 ; ainsi l'on verra s'il est possible de déduire quelques prévisions sur les transformations à venir de la population du Nord.

**Les Diminutions actuelles.**

La moitié environ des communes du Nord, 338 sur 667, se trouvent moins peuplées en 1901 qu'en 1891. Le chiffre, étant donné la dépopulation générale des campagnes, n'est pas très considérable ; il était plus fort en 1891 (par rapport à 1886), où 350 communes étaient en diminution.

Cette décadence porte sur les communes rurales. Sur la carte, c'est le Sud du département qui apparaît comme le plus fortement frappé, et après lui la Pévèle, puis la Flandre et un groupe de villages à l'Ouest de Lille, au bord de la plaine de la Lys. Seule de toutes les parties rurales, la plaine maritime apparaît toujours en blanc, continuant son accroissement lent et régulier. Pourtant quelques régions industrielles sont touchées à leur tour. Le groupe de Fourmies tout entier est en décroissance ; deux communes du bassin houiller, où des fosses ont été abandonnées, sont en baisse. Le cercle des communes en diminution se resserre autour de Lille ; Quesnoy-sur-Deûle, Bondues, Roncq, Neuville-en-Ferrain sont atteintes. Cependant la répartition actuelle des communes qui perdent leurs habitants est bien conforme à la loi générale : ce sont les parties rurales qui se dépeuplent, au profit des régions de grande industrie. Le canton de Solesmes par exemple, du chef-lieu à la plus humble commune, se trouve en déficit.



FIG. 49. — Diminutions actuelles.

Carte des communes où le chiffre de 1901 est inférieur à celui de 1891 de :

- |   |              |   |         |
|---|--------------|---|---------|
| ○ | moins de 5 % | ⊙ | 10 à 20 |
| ○ | 5 à 10       | ● | 20 à 40 |

On a vu que le chiffre de 338, représentant la moitié des communes environ du département, n'est pas inquiétant ; il indique qu'un certain nombre de communes rurales ne diminuent pas, car le département, malgré sa forte industrie, comprend plus de moitié de communes rurales. Ce qui est plus grave, c'est que la diminution de ces communes en déclin est forte. 134 perdent de 0 à 5 % de leur chiffre de 1891, c'est-à-dire peu de chose. Déjà on en trouve 105, plus du tiers, qui voient disparaître de 5 à 10 % de leur population. Le quart des communes atteintes (83) perd 10 à 20 %. Enfin 16 communes décroissent d'une quantité variant de 20 à 40 %. Le nom et la répartition de ces communes si fortement atteintes méritent d'être cités. La Flandre n'en a que trois : Wulverdinghe (245 habitants en 1901), avec 33<sup>e</sup> de perte ; Ledringhem (478 h.) avec 26 % ; Cassel (3.222 h.), avec 22 %. La partie rurale de l'arrondissement de Lille en a une, Herrin (322 h.), avec 22 %. En Pévèle, une seule également, Brillon (540 h.), avec 24 %. Elles sont plus nombreuses dans le Sud : cinq en Cambrésis, Bantigny (485 h.), 20 % ; Forenville (62 h.), 31 % ; Croix (406 h.), 23 % ; Mazinghien (717 h.), 35 % ; Montrécourt (233 h.), 20 %. C'est le pays d'Avesnes qui en contient le plus grand nombre : Choisies (74 h.), 24 % ; Hestrud (425 h.), 23 % ; Moustier-en-Fagne (118 h.), 26 % ; Wattignies-la-Victoire (188 h.), 23 % ; enfin Sains-du-Nord (3.224 h.) et Wignehies (4.687 h.), avec 32 et 38 % de perte. Ainsi, en exceptant les deux communes du groupe de Fourmies, durement frappées par le déclin de l'industrie, ce sont toutes des petites, souvent de très petites communes. Seule la ville de Cassel reste à part ; elle perd plus de 4.000 habitants en 20 ans ; c'est un véritable cas exceptionnel de chute brusque.

C'est encore le Sud qui contient la plus forte proportion de communes perdant 10 à 20 % de leur population. On en trouve près de la moitié (34 sur 83) entre Escaut et Sambre, où huit (sur dix-sept) du canton de Solesmes sont dans ce cas ; 17 sur la rive droite de la Sambre, tandis que la Flandre n'en a que 13. Au contraire c'est la Flandre qui possède le plus grand nombre de communes à diminution faible (0 à 5 %), soit 29, tandis que la rive droite de la Sambre n'en a que 23, et le pays entre Sambre et Escaut 27. Ainsi l'examen des déperditions actuelles confirme les résultats de l'étude sur les diminutions au cours du siècle. La perte subie par les campagnes en ces dix dernières années paraît forte, plus forte qu'elle n'avait jamais été dans aucune décade. Mais ce sont la Flandre, et dans une certaine mesure la Pévèle, pays de diminution précoce, qui en ont subi le moins gravement les atteintes, tandis que les contrées qui avaient réalisé au cours du siècle les plus forts excédents de population paraissent aujourd'hui les plus pressées de s'en débarrasser. Il est probable que ce mouvement de dépo-



pulation continuera, plus vif dans le Sud que dans le Nord, jusqu'au jour où il aura ramené les campagnes du département à une densité mieux proportionnée à leurs ressources.

### Les Augmentations actuelles.

La carte des communes où une augmentation a été réalisée de 1891 à 1901 n'apporte aucun sujet d'étonnement. Dans ses grands traits, elle est bien la même que celle des communes ayant présenté une augmentation régulière (fig. 8), ou celle des communes ayant atteint leur maximum en 1901 (fig. 11). Ce sont toujours les régions industrielles qui y apparaissent, vigoureusement dessinées. En haut, l'agglomération dunkerquoise, puis le groupe de Lille, qui rejoint par le Sud la masse compacte des communes du bassin houiller. Au Sud-Est, le petit groupe de la vallée de l'Hogneau (marbres) fait l'avant-garde de la ligne de la Sambre. Ça et là, quelques isolés : Caudry et huit communes voisines ; Le Cateau et St-Benin ; Avesnes-lès-Aubert et St-Hilaire ; le groupe du Haut-Escaut, les faubourgs d'Avesnes. Enfin la plaine maritime presque tout enlière est représentée, particulièrement les communes où sont établies des usines, Les Moères, Holque, St-Pierre-Brouck.

Le contour de ces régions industrielles est cependant moins net que dans les cartes précédentes. C'est que des communes rurales se glissent entre les groupes ; elles contribuent à grossir jusqu'au chiffre de 326 le nombre des communes en augmentation. Modeste assurément est leur excédent ; il dépasse rarement 5 % ; cependant c'est quelque chose, au milieu des campagnes en voie de dépeuplement. Elles sont rares dans le Sud : quatre dans les Fagnes, cinq en Thiérache, où cependant l'une d'entre elles (Beaurepaire, 450 h.) gagne 12 %. Le Cambrésis n'en a pour ainsi dire pas, car le chiffre de 24 % réalisé par la commune de Dehéries n'a aucune signification, étant donné le nombre infime de ses habitants (82 en 1901). En Pévèle, un certain accroissement se manifeste au long de la Basse-Scarpe, de Marchiennes à Mortagne. Enfin en Flandre une quinzaine de communes présentent de modestes excédents. Faut-il voir dans ces augmentations les symptômes annonçant un relèvement de population rurale ? La réponse paraît être négative ; les excédents constatés sont trop faibles pour constituer autre chose que des exceptions temporaires à une dépopulation générale. C'est donc au milieu des groupes industriels qu'il faut retourner pour y trouver des cas véritables d'augmentation, d'accroissement important et durable.

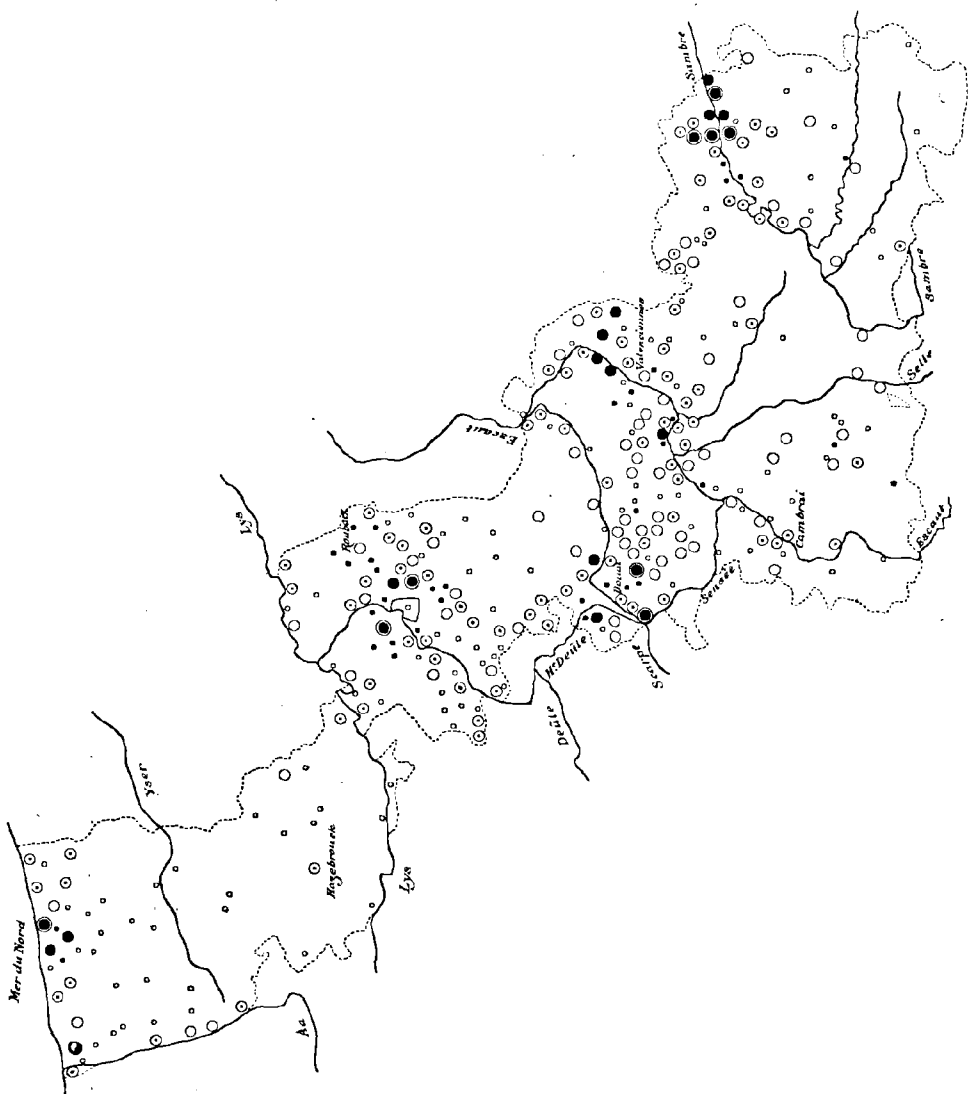


Fig. 50. — Augmentations actuelles.

Carte des communes où le chiffre de 1901 est supérieur à celui de 1891 de :

○	moins de 5 %	●	20 à 40
○	5 à 10	●	40 à 60
⊙	10 à 20	●	plus de 60

Le premier phénomène qui se présente, c'est la résurrection des vieilles cités, qu'on aurait pu croire endormies pour jamais dans leurs remparts. Douai, Valenciennes, Cambrai, avaient été au moyen-âge et à l'époque moderne de grandes villes d'industrie ; mais l'émigration des métiers dans les campagnes leur avait enlevé leur vigueur ; elles étaient devenues au XIX<sup>e</sup> siècle des réduits fortifiés, servant de marché et de centre administratif. Autour d'elles cependant s'était constituée une riche banlieue où s'amoncelaient les usines ; mais le mur sévère des fortifications empêchait la ville de prendre part à ce développement intense. Le démantèlement fut enfin décidé en 1889 ; on combla les fossés, les murs tombèrent, et les villes avec étonnement et quelque inquiétude, se trouvèrent délivrées de leur armure, un peu frissonnantes au grand air du dehors. Mais cette sensation ne dura pas ; les entrepreneurs s'abattirent sur les espaces libres, les couvrirent de maisons et d'usines ; de nouveaux habitants accoururent. Douai, qui avait 18.000 habitants en 1804, et avait mis 70 ans pour en gagner 5.000 (23.741 en 1872), augmenta de 4.000 en dix ans ; l'excédent (13 %) est supérieur à celui de Roubaix, dépasse de beaucoup celui de Lille. A elles trois, Douai, Valenciennes et Cambrai s'augmentèrent de 8.500 habitants. Il n'est pas jusqu'à la minuscule place de Bouchain qui, démantelée, ne s'accroisse de 25 %.

Les grandes villes au contraire, celles qui avaient écrasé les autres tout au long du siècle par leur rapide accroissement, voient leur prospérité s'arrêter dans la dernière décade. Roubaix avait gagné 16.000 habitants entre 1872 et 1881, puis 23.000 entre 1881 et 1891 ; l'excédent tombe à 9.600 de 1891 à 1901, il n'est donc que de 8 %. Il y a même, en réalité, un léger déficit sur le chiffre de 1896 (300 personnes). La situation est pire encore à Lille. Les accroissements du milieu du siècle y avaient été plus considérables même qu'à Roubaix ; 31.000 habitants de 1851 à 1861, 27.000 de 1861 à 1872, 20.000 de 1872 à 1881, 23.000 de 1881 à 1891 ; même le plus gros chiffre, 16.000 en 5 ans, fut atteint de 1891 à 1896. Brusquement se produit, de 1896 à 1901, un retour en arrière assez prononcé pour faire diminuer la population de 6.000 personnes. Et ainsi l'excédent de 1901 sur 1891 est ramené à 10.000 environ, pas même 5 % (4,7). C'est le taux d'augmentation d'une commune rurale de Flandre. Où sont partis les habitants perdus par Lille, par Roubaix, et ceux qui ont quitté Armentières à la même époque ? Evidemment ils ne sont pas retournés dans les campagnes, qui continuent à décroître. C'est donc dans le voisinage, dans la banlieue industrielle des grandes villes, qu'il faut aller les chercher.

C'est là en effet le phénomène le plus curieux de ceux qu'indique la

carte, que cette croissance des communes d'importance moindre placées aux abords des très grandes villes. Déjà l'on remarque que l'accroissement de Tourcoing est bien supérieur à celui de Roubaix, sa voisine.

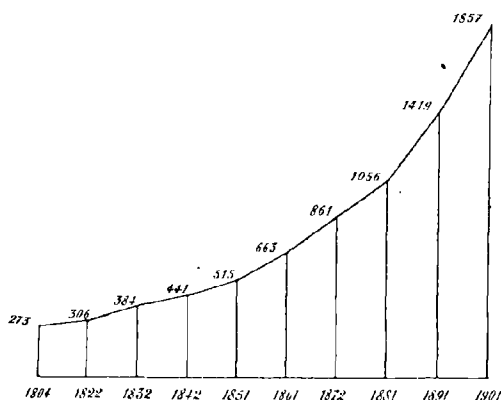


FIG. 51. — Mouvement de population dans la banlieue de Roubaix au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la densité au kilomètre carré.

dans l'agglomération et où peuvent s'établir les usines et les habitations à bon marché. Ce sont les communes de Wattrelos, Lys, Croix,

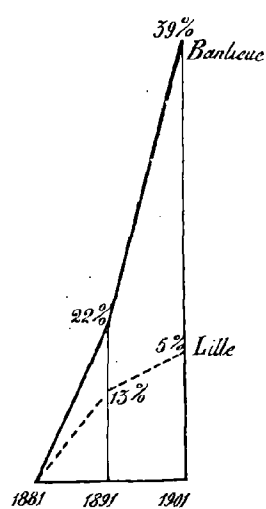


FIG. 52. — Accroissement comparé de Lille et de sa banlieue, de 1881 à 1901.

moins 20 % ; certaines dépassent 60 %. C'est 20 % à Loos, 27 à

En 10 ans, la première gagne 14.000 personnes, soit 21 %, et pendant que Roubaix reste stationnaire (1896-1901), Tourcoing s'augmente encore de 6.000 habitants. C'est que Tourcoing, moins peuplé que Roubaix, (79.000 contre 124.000) est cependant une commune plus étendue ; et qu'ainsi elle possède sur son territoire même une sorte de banlieue où les terrains sont moins chers que

Wasquehal, Mouveaux, qui tiennent pour Roubaix ce rôle de banlieue immédiate ; et précisément chacune d'elles s'est considérablement augmentée dans la décade, car toutes présentent un excédent variant de 27 à 36 %. Or cet accroissement de la dernière décade est le plus important de tous ceux que les cinq communes ont présentés régulièrement au cours du siècle.

De même autour de Lille. La ville augmente faiblement, diminue même ; mais les communes suburbaines croissent à l'envi. On en voyait déjà la preuve dans ce fait que le groupe tout entier (la ville y comprise), conservait de 1891 à 1901 son mouvement de montée, tandis que la ville, prise à part, fléchissait (fig. 17 et 18). Il se trouve en effet que toutes les communes dont le territoire touche à celui de Lille présentent des augmentations d'au

La Madeleine, 34 à Ronchin, 35 à Lomme, 37 à Faches, 39 à Saint-André, 49 à Mons-en-Barœul, 68 à Lambersart, 72 à Hellemmes. Comme pour la banlieue de Roubaix, mais à un degré beaucoup plus élevé, c'est dans cette dernière période décennale que le taux d'augmentation a été le plus élevé du siècle : 39 % pour l'ensemble. Le plus remarquable est assurément celui de Lambersart (68 %), commune à demi-rurale encore, privée d'industrie, et accrue par la seule émigration de citadins fuyant les loyers chers et en quête de grand air.]

Le cas se retrouve, hors du groupe de Lille, dans toutes les autres régions où l'augmentation est constatée. A Dunkerque la ville, prise entre ses remparts et ses bassins, est arrêtée dans sa croissance ; elle a perdu 3 % de sa population dans la décade. Mais Petite-Synthe augmente de 30 %, Rosendaël de 36, St-Pol de 43, Coudekerque-Branche de 54 ; Malo-les-Bains, sans usines, sans agriculture, rien que par ses qualités de lieu de villégiature, gagne 156 % ; c'est la plus forte augmentation du département. Dans le canton de Denain, qui augmente de 20 %, l'excédent de la ville de Denain, quoique considérable (27 %), est moitié moindre que celui de l'humble commune suburbaine de Wavrechain-sous-Denain : 56 %. Enfin sur la Sambre, les gros accroissements ne sont pas pour les grosses communes ; plus la bourgade est petite, plus elle gagne. Maubeuge, avec ses 20.800 habitants, augmente de 11 % ; Hautmont, avec 12.800, de 26 %. Mais Jeumont (4.523 h.) en gagne 42 % ; Bousois (1.310 h.), 56 % ; Marpent (2.022 h.), 61 % ; Mairieux (785), 66 %. Enfin Assevent, peuplé de 192 habitants en 1891, en a 384 en 1901, soit le double, 100 % d'augmentation (fig. 30). Dans une région où les communications sont si faciles, où la Sambre n'est qu'une rue d'usines, c'est dans les petites communes encore à demi-rurales que les nouvelles fabriques ont intérêt à venir s'établir.

Ainsi le mouvement de population dans les dernières années du siècle indique une tendance des habitants à désertier les grandes

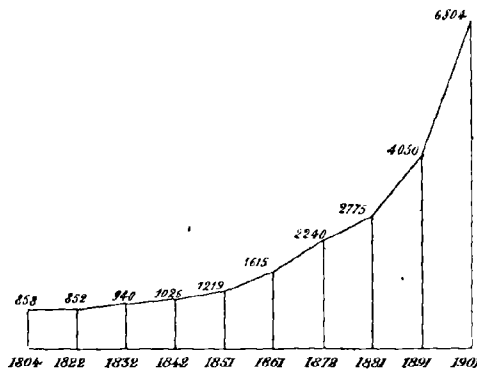


Fig. 53. — Mouvement de population dans la commune de Lambersart au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les chiffres représentent la population totale.

agglomérations, pour s'établir à proximité, dans les communes rurales devenues faubourgs, où ils trouvent, les uns des terrains à bon marché pour leurs usines et des tolérances que ne leur accorderaient pas les commissions d'hygiène des villes, les autres des loyers moins élevés, un peu d'air, un jardin, et la jouissance complète d'une maison, ce rêve de l'homme du Nord à la recherche d'un home. Le mouvement ne fait que commencer parce que partout l'établissement de moyens de transport rapides, fréquents et économiques est à son début ; aussi peut-on croire qu'à l'imitation de ce qui se passe dans les agglomérations anglaises, il se développera rapidement, à mesure qu'augmenteront le nombre et le rayon d'action des tramways de pénétration. Ce « retour aux champs », qui commence par repeupler les campagnes les plus proches de la ville, va-t-il s'étendre et peu à peu ramener dans les villages diminués les habitants que les villes tentaculaires leur avaient pris ? C'est là assurément l'hypothèse qui paraît la plus séduisante. Mais aujourd'hui, qui peut prédire l'avenir ? Il y a un siècle, les populations croissaient sur place, enracinées dans le sol natal ; le passage d'un fléau, guerre, épidémie, courbait l'arbre, qui repoussait plus fort ensuite. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les ressources, le développement d'une population reçoivent le contre-coup d'événements qui s'accomplissent au loin, dans des pays jadis inconnus ; c'est le perfectionnement de la filature allemande qui a frappé Fourmies. Les déplacements d'hommes sont subordonnés au moindre progrès industriel ; ce que l'industrie a fait dans le Nord, cette concentration des habitants dans quelques parties du département au détriment des autres, elle peut tout aussi aisément le défaire.

## TABLE DES MATIÈRES

---

### CHAPITRE I

#### LA SITUATION D'ENSEMBLE AU DÉBUT ET A LA FIN DU SIÈCLE.

La densité de population en 1804. La densité de population en 1901. Caractères de l'augmentation générale.....	7
---	---

### CHAPITRE II

#### LES AUGMENTATIONS RÉGULIÈRES.

La Plaine maritime. Le Pays de Lille. Le Bassin houiller. Le Cambrésis. Le Groupe de la Sambre.....	23
--	----

### CHAPITRE III

#### LES DIMINUTIONS.

I. <i>Les diminutions tardives</i> . Le Cambrésis. La Thiérache. Les Fagnes.— II. <i>Les diminutions précoces</i> . La Pévèle. Le Houtland flamand.....	48
---	----

### CHAPITRE IV

#### LES TENDANCES ACTUELLES.

Les diminutions actuelles. Les augmentations actuelles.....	68
---	----

---

## TABLE DES FIGURES

	Pages.
Fig. 1. Densité de population en 1804 (carte).....	9
2. Densité de population en 1901 (carte).....	13
3. Moyennes annuelles des augmentations décennales de population... 15	15
4. Importance relative des divers arrondissements en 1804 et 1901.... 17	17
5. Population rurale et population urbaine en 1804 et 1901..... 18	18
6. Augmentation au XIX <sup>e</sup> siècle (carte)..... 20	20
7. Diminution au XIX <sup>e</sup> siècle (carte)..... 21	21
8. Augmentations régulières ou continues au XIX <sup>e</sup> siècle..... 24	24
9. Le groupe de Dunkerque au XIX <sup>e</sup> siècle..... 25	25
10. Les communes de Pêcheurs au XIX <sup>e</sup> siècle..... 26	26
11. Maximum en 1901 (carte)..... 27	27
12. La Plaine maritime (partie rurale) au XIX <sup>e</sup> siècle..... 28	28
13. La commune de St-Georges au XIX <sup>e</sup> siècle..... 29	29
14. Le groupe d'Armentières au XIX <sup>e</sup> siècle..... 30	30
15. La commune de Roubaix au XIX <sup>e</sup> siècle..... 31	31
16. Le groupe de Roubaix-Tourcoing au XIX <sup>e</sup> siècle..... 32	32
17. Le groupe de Lille au XIX <sup>e</sup> siècle..... 33	33
18. La commune de Lille au XIX <sup>e</sup> siècle..... 33	33
19. Le Bassin houiller au XIX <sup>e</sup> siècle..... 34	34
20. Le groupe d'Anzin-Condé au XIX <sup>e</sup> siècle..... 35	35
21. La commune d'Anzin au XIX <sup>e</sup> siècle..... 36	36
22. Le groupe d'Aniche au XIX <sup>e</sup> siècle..... 36	36
23. Le groupé de Douai au XIX <sup>e</sup> siècle..... 37	37
24. Le groupe de Denain au XIX <sup>e</sup> siècle..... 38	38
25. La commune de Lourches au XIX <sup>e</sup> siècle..... 39	39
26. Le Cambrésis (Groupe textile) au XIX <sup>e</sup> siècle..... 40	40
27. La commune de Caudry au XIX <sup>e</sup> siècle..... 41	41
28. Le groupe du Haut-Escaut au XIX <sup>e</sup> siècle..... 42	42
29. Le groupe de la Sambre au XIX <sup>e</sup> siècle..... 43	43
30. La commune d'Assevent au XIX <sup>e</sup> siècle..... 43	43
31. Le groupe de Fourmies au XIX <sup>e</sup> siècle..... 44	44
32. Influence des voies navigables sur la population des communes riveraines (carte).....	46
33. Le Cambrésis au XIX <sup>e</sup> siècle..... 51	51
34. Diminutions tardives de population (carte)..... 53	53
35. La Thiérache au XIX <sup>e</sup> siècle..... 54	54
36. La commune de Taisnières-en-Thiérache au XIX <sup>e</sup> siècle..... 55	55
37. Les Fagnes au XIX <sup>e</sup> siècle..... 56	56
38. La commune de Moustier-en-Fagne au XIX <sup>e</sup> siècle..... 57	57



TABLE DES FIGURES

79

	Pages.
39. La Pévèle (partie Nord) au XIX <sup>e</sup> siècle.....	58
40. La Pévèle (partie Sud) au XIX <sup>e</sup> siècle.....	59
41. Les communes de Bruille-Saint-Amand, Château-l'Abbaye, Nivelles, Thun-Saint-Amand au XIX <sup>e</sup> siècle.....	59
42. Diminutions précoces de population (carte).....	61
43. Diminutions sur le maximum (carte).....	64
44. Le Houtland au XIX <sup>e</sup> siècle.....	65
45. La commune de Buysscheure au XIX <sup>e</sup> siècle.....	66
46. La commune de Killem au XIX <sup>e</sup> siècle.....	66
47. La commune d'Hårdifort au XIX <sup>e</sup> siècle.....	66
48. Le canton de Steenvoorde au XIX <sup>e</sup> siècle.....	66
49. Diminutions actuelles (carte).....	69
50. Augmentations actuelles (carte).....	72
51. La banlieue de Roubaix au XIX <sup>e</sup> siècle.....	74
52. Lille et sa banlieue au XIX <sup>e</sup> siècle.....	74
53. La commune de Lambersart au XIX <sup>e</sup> siècle.....	75

Vu, le 23 mars 1906,

*Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Lille,*

G. LEFÈVRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lille, le 24 mars 1906,  
*Le Recteur de l'Académie,*

G. LYON.